

Régionales 2010

Le 14 mars, votez et faites voter pour les listes anticapitalistes et antiracistes soutenues par le NPA!

TOUT

4 MARS 2010 | N°45 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

JOURNÉE DES FEMMES

MOBILISONS-NOUS POUR L'ÉGALITÉ

DES DROITS



Depuis un siècle, le 8 mars est la journée internationale des femmes. Cette année encore, il nous faut nous mobiliser contre les discriminations.



C'est en 1910, lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes que la décision fut prise, à l'initiative de Clara Zetkin, de célébrer chaque année une journée internationale des femmes dont la revendication centrale était le droit de vote. Cette date aurait été choisie pour commémorer une grève de couturières américaines de 1857. En fait, c'est la direction du parti social-démocrate allemand qui fixa au 19 mars 1911 la première journée des femmes afin de commémorer dans le même temps la Commune de Paris et la révolution allemande de Berlin en 1848. Cette première journée fut un véritable succès. Puis, peu avant la Première Guerre mondiale, le 8 mars a été l'occasion de défendre l'internationalisme pour un petit nombre de femmes socialistes. Le 8 mars 1917 (23 février du calendrier russe), eurent lieu à Petrograd des mani-

festations d'ouvrières que les bolcheviks ont désigné comme le premier jour de la révolution. Une nouvelle tradition est alors instaurée et la date est reprise par la III^e Internationale. Dans les années 1970, les féministes ont largement raillé cette échéance, dans le slogan «fêtée un jour, exploitée toute l'année». En France, elle est institutionnalisée en 1982, quand Yvette Roudy était ministre des Droits des femmes.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

TOTAL NE RIEN LÂCHER

Malgré la reprise du travail votée le 23 février dans cinq raffineries, les salariés du site des Flandres, à Dunkerque, poursuivent la grève. L'accord signé par les syndicats est largement insuffisant. Sur place, la solidarité continue et les grévistes se sont déjà donné rendez-vous le 8 mars, à la Défense, au moment où le comité central d'entreprise est censé prendre sa décision définitive. Il y a fort à parier qu'il n'aura rien à annoncer et que le mouvement continuera. **LIRE PAGE 4**

LE MARCHÉ DE LA DÉPENDANCE



Le gouvernement s'apprête à augmenter la contribution financière que les personnes âgées dépendantes doivent fournir pour avoir accès aux établissements de soins. Le but est d'ouvrir un nouveau marché juteux au profit des entreprises privées et des sociétés d'assurance. À cette politique, le NPA oppose la création d'un grand service public organisé en fonction des besoins. **LIRE PAGE 4**

GRÈCE GRÈVE GÉNÉRALE

À l'appel des deux principales confédérations syndicales grecques, la grève générale du 24 février a été un succès énorme : 2,5 millions de travailleurs sont descendus dans les rues, pour une population de 11 millions d'habitants ! Le peuple grec indique ainsi clairement au gouvernement et à l'Union européenne son refus de payer la crise des capitalistes. La crise, véritable aubaine pour baisser les salaires et dégrader les conditions de vie. **LIRE PAGE 9**



édito

Par Yvan Lemaitre

VOTEZ ANTICAPITALISTE

De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui en ont ras-le-bol de l'exploitation, de la misère, du chômage, de la

précarité, de la vie chère, du racisme, de la destruction de l'environnement.

Ils craignent pour leur avenir, leurs retraites.

Ils refusent cette société injuste où une minorité de gros actionnaires ont la mainmise sur l'économie et sacrifient l'intérêt collectif à leur soif de profits.

Ils ne veulent pas que les générations futures aient des conditions de vie pires que les nôtres.

Ils veulent faire entendre leur colère, infliger un camouflet à cette droite réactionnaire et arrogante ! Voter pour le Parti socialiste, les verts d'Europe Écologie ou leurs alliés ne le permet pas. Depuis six ans, ils gouvernent les régions sans que l'on voie la différence avec la droite. Ils sont plus préoccupés des élections présidentielles de 2012 que d'apporter des réponses aux exigences du monde du travail. Voter pour eux serait approuver leur politique passée, leur donner un chèque en blanc pour l'avenir.

S'abstenir serait laisser faire et laisser les mains libres à ceux qui sont au pouvoir ou le seront demain.

Il y a une autre possibilité.

Voter pour les listes présentées et soutenues par le NPA, c'est dire qu'il y en a assez de Sarkozy et de la droite mais sans donner sa confiance au PS et à ses alliés.

C'est vouloir des élu-e-s anticapitalistes qui garderont leur indépendance politique et agiront avec l'unique objectif de défendre l'intérêt de la majorité de la population.

C'est la seule façon de dire qu'il faut l'interdiction des licenciements, la garantie d'un emploi et d'un salaire décent pour toutes et tous, une revalorisation générale des salaires et des pensions de 300 euros et pas de salaires inférieurs à 1 500 euros nets. Que cessent au niveau des régions les subventions aux entreprises comme aux écoles et lycées privées. L'argent public doit servir l'intérêt général, développer les services publics, permettre les transports gratuits...

Ce sera un geste de solidarité, un encouragement pour toutes celles et tous ceux qui résistent face à la politique du patronat et de la droite, un geste d'espoir et de dignité.

5 MARS, PROJECTION DÉBAT, SAINT-OUEN-L'AUMÔNE. Projection du film de Camille de Casabianca *C'est parti*, suivi d'un débat avec Omar Slaouti et François Sabado. RV à 20 h 30 au cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône.

8 MARS, PARIS, FEMMES.



RÉUNION PUBLIQUE
Lundi 08 mars - 20 heures

Salle Dympe de Gougny - 15 rue Meris 75011 PARIS - M°Père Lachaise

- Droit à l'avortement

- Égalité salariale et professionnelle

- Contre les violences faites aux femmes

8 MARS, MULHOUSE. Meeting de campagne avec Olivier Besancenot, Yan Zimmermann (tête de liste de la région Alsace), Aurélie Vani (tête de

liste Haut-Rhin) et Marcel Wolff (tête de liste Bas-Rhin). RV à 20 heures au centre socioculturel Pax, 54 rue de Soutz.

9 MARS, MARSEILLE. Meeting NPA-Alternatifs avec Omar Slaouti.

9 MARS, LILLE. Meeting avec Pascale Montel et Olivier Besancenot. RV à 19 heures à la MEP 1, Place Georges-Lyon.

9 MARS, LIMOGES. Meeting avec Pierre-François Grond (NPA), Martine Billard (Parti de Gauche), Francis Wurtz (PCF), et l'ensemble des candidats de la liste « Limousin, terre de gauche ». RV à 20 heures, salle des Sœurs de la Rivière.

9 MARS, TOURS. Apéro-Concert, Meeting régional avec Yvan Lemaitre du comité exécutif du NPA, Michel Lasserre tête de liste régionale et Fanny Puel tête de liste départementale. RV à 19h30, au Sanitas.

10 MARS, PARIS. Meeting régional Île-de-France, avec Olivier Besancenot. RV à 20 heures à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor (M° Maubert Mutualité).

10 MARS, DÉBAT, PARIS. Soirée-débat « Ils ferment les entreprises et nous jettent dehors » organisée par le Collectif pour des alternatives solidaires. Avec Robert Nicaise, de la Scop Ceralep, Manu Georget, de la CGT Philips-EGP et Geneviève Talleux, de la Confédération générale des Scop. RV de 18 h 30 à 22 heures, Bourse du travail, salle Louise-Michel, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10° (M° République).

11 MARS, CHAMBÉRY. Meeting final de la campagne avec Myriam Combet tête de liste régionale en Rhône-Alpes. RV à 20 heures, Espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

16 MARS, SOCIÉTÉ LOUISE-MICHEL, RÉUNION DÉBAT, PARIS. Elinor Ostrom a reçu le Prix Nobel d'économie en 2009

à la surprise générale. Elle travaille sur la gouvernance des biens communs à partir d'exemples qui ont réussi et d'autres qui ont échoué. La réunion sera ouverte par Alice Le Roy, militante écologiste qui anime le réseau francilien des jardins partagés et qui connaît bien le travail de Elinor Ostrom. Tous ceux qui connaissent aussi ce travail sont invités à préparer une intervention. RV à 18 h 30 au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).

27 MARS, FORUM, MONTPELLIER.

Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un forum pour une école publique, laïque et populaire, intitulé « Enfant aujourd'hui, Citoyen demain », afin d'informer des transformations actuelles de l'école, de débattre de son avenir et de discuter des différentes formes de résistance collective. Les cinq débats auront lieu entre 10 heures et 19 heures, à l'espace Chaptal de l'Hôtel de Ville, et seront en accès libre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Guillaume Floris (DR)

PETITE ENFANCE LES BÉBÉS NE SONT PAS DES SARDINES!

Le 17 février, dernier des milliers de professionnel-le-s de la petite enfance ont fait grève contre les projets gouvernementaux concernant ce secteur. Tribune de Guillaume Floris, militant de la CGT Petite Enfance Ville de Paris qui participe au Collectif « Pas de bébés à la consigne », à l'initiative de cette mobilisation.

Le Collectif « Pas de bébés à la consigne » s'est constitué, il y a un an, pour s'opposer aux différents projets dégradant la qualité des modes d'accueil et attaquant l'école maternelle. Il y a eu deux points de départ : le lancement des jardins

d'éveil payants, première dégradation des taux d'encadrement des jeunes enfants (un-e professionnel-le pour douze enfants au lieu de un-e pour huit) et nouveau recul pour l'accueil des enfants entre 2 et 3 ans à l'école maternelle, et un projet de décret visant à généraliser la dégradation des ratios d'encadrement et du niveau de qualification professionnelle des équipes dans les établissements d'accueil de jeunes enfants. Le Collectif regroupe des syndicats et associations de professionnels de la petite enfance, des syndicats enseignants, des organisations familiales et de parents d'élèves, des organisations féministes.

Les attaques contre les conditions d'accueil découlent de plusieurs projets :

- Nadine Morano a reculé sur la modification des taux d'encadrement. Mais son projet de décret diminuerait le nombre de professionnels les plus qualifiés (éducateurs de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture) dans les établissements et porterait la capacité d'accueil d'enfants en surnombre jusqu'à 20% de l'effectif habituel contre 10% aujourd'hui.

- Les jardins d'éveil figurent à titre de réalisation expérimentale dans le projet de décret. Celui-ci ne fixe aucun taux d'encadrement pour les 2-3 ans. On pourrait voir s'ouvrir de telles structures avec un adulte s'occupant de 12, 15 voire 20 enfants !

- Une proposition de loi est en cours d'adoption pour créer des « maisons des assistantes maternelles » qui risquent d'être des « crèches low-cost » sans règles de fonctionnement et exposant les professionnel-le-s à de graves problèmes de responsabilité.

- Enfin la transposition de la directive européenne « services » (ex-Bolkestein) dans le droit français risque d'inclure le secteur de l'accueil des jeunes enfants dans le champ concurrentiel et ouvrirait la porte à la dérégulation totale de l'accueil collectif et à la suppression des subventions publiques aux établissements.

Au moment où le gouvernement supprime des milliers de postes d'enseignants, avec pour conséquence une nouvelle réduction de la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans à l'école maternelle, il promet des jardins d'éveil payants,

dans des conditions d'accueil bradées pour les enfants et leurs parents. Nous défendons l'attribution à l'école maternelle des moyens nécessaires pour que chaque famille qui le souhaite puisse scolariser son enfant entre 2 et 3 ans dans des conditions adaptées à cet âge d'entrée à l'école maternelle.

Le collectif avait déjà réuni des dizaines de milliers de signatures et organisé des débats publics, rencontres avec les parlementaires et initiatives de rue. Le 17 février dernier, dans le cadre d'une première journée de grève, près de 2000 professionnel-le-s ont manifesté à Matignon. Le Collectif appelle à une journée nationale d'actions et de grève le 11 mars.

À Paris manifestation à 10h30 du M° Glacière à Matignon, à Montpellier, manifestation régionale, départ 14h30 du jardin du Peyrou, à Nantes, rassemblement devant la préfecture de Nantes à 10 heures.

<http://www.pasdebebesalaconsigne.com>



PHOTO THÉRIE ROUGE (BABAR)



CHÔMAGE LE SCANDALE DES FINS DE DROITS

8 MARS

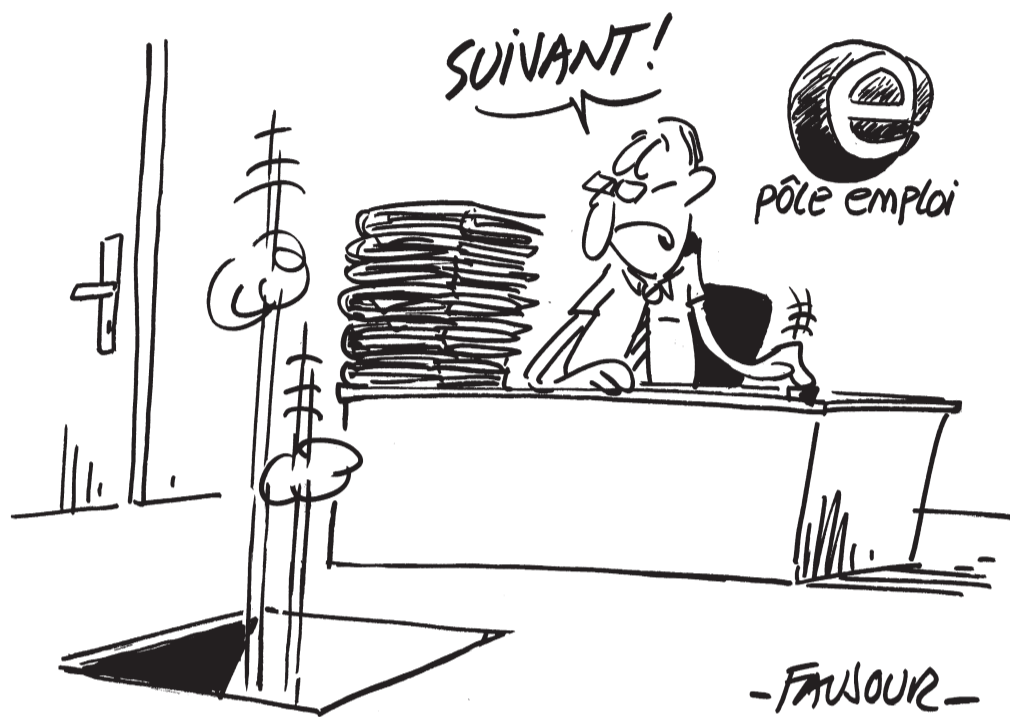
SUITE DE LA PAGE 1

Si la crise est en partie responsable de l'augmentation des plans sociaux et des chiffres du chômage, la nouvelle convention Unedic est à l'origine de l'explosion du nombre de personnes qui se retrouvent sans aucun revenu.

Un million de chômeurs en fin de droits en 2010, soit 30% de plus en un an, dont 400 000 n'auront aucun revenu car ils ne sont pas éligibles au RSA ni à l'allocation spécifique de solidarité¹ (ASS). Et ce ne sont pas les annonces faites par Laurent Wauquiez, le 25 février, qui changeront quelque chose car le gouvernement et le patronat persistent dans leur refus de prolonger l'indemnisation des chômeurs en fin de droits.

Cette situation est bien évidemment le résultat de la crise du capitalisme - 2 200 plans sociaux en 2009 - mais elle découle aussi des conditions d'indemnisation. En effet, pour toucher l'ASS d'un montant de 460 euros, il faut avoir travaillé au moins cinq ans dans les dix dernières années. Résultat, seul un chômeur sur deux est indemnisé. C'est donc bien le problème de la dégradation des conditions d'indemnisation qui est posé : pour ceux qui justifient de quatorze mois de cotisations, la durée d'indemnisation est passée de 30 mois en 1992 à 14 mois en 2009, soit une diminution de plus de la moitié. Et le montant global des allocations chômage versées ne cesse de baisser depuis 2004 (27 milliards en 2004, 22,7 en 2007, alors que le nombre de chômeurs, lui, n'avait pas baissé...). Le directeur général de Pôle Emploi reconnaît d'ailleurs les effets de la nouvelle convention d'assurance chômage : « On bénéficie plus vite du régime d'indemnisation mais on en sort aussi plus vite ». Cette situation est aussi le bilan de la politique « d'activation des dépenses passives » décidée par le Medef et ses complices syndicaux : au lieu de servir à l'indemnisation des chômeurs, l'argent des cotisations est l'objet d'un véritable détournement puisqu'il sert à en-

1 000 000 DE CHÔMEURS EN FIN DE DROITS



graisser de nombreuses boîtes privées auxquelles sont sous-traitées certaines recherches d'emploi et qui font du business sur le dos des chômeurs (Ingeus, par exemple). Pour résoudre le problème, les propositions du patronat et du gouvernement sont une véritable provocation : certains contrats aidés pourraient être réservés en priorité aux chômeurs en fin de droits et les patrons qui les embauchent bénéficieraient de nouvelles exonérations de cotisations... Cela permettrait donc d'avoir le privilège de bénéficier de contrats précaires, à mi-temps et payés au Smic ! Dans le même mouvement, le gouvernement en rajoute en choisissant la répression et ressort la chasse aux fraudeurs. Dans le cadre de la loi Loppsi 2, trois amendements ont été adoptés visant à renforcer les possibilités de

contrôle et donc à transformer les salariés de Pôle Emploi en flics. Concrètement, les agents en charge de la lutte contre la fraude seront assermentés et pourront dresser en cas d'infraction des PV qu'ils transmettront au Procureur de la République. Le secret professionnel sera levé entre différents services. Sans attendre le vote de ces amendements, Pôle Emploi a déjà commencé à s'organiser pour « améliorer » la chasse aux « fraudeurs ». Cette disposition s'inscrit dans le cadre de la convention tripartite Unedic-État-Pôle Emploi signée début 2009, où il était clairement affiché un indicateur « d'effectivité du contrôle de la recherche d'emploi » avec un suivi du taux de radiation. Les quatre organisations de chômeurs (AC, Apeis, MNCP et CGT privés d'emploi) ont

donc décidé de lancer un appel commun réclamant la prolongation des droits des chômeurs arrivés en fin de droits ou qui vont y arriver et l'assouplissement des conditions d'accès à l'ASS. Pour financer ces mesures d'urgence, les associations de chômeurs rappellent que l'argent existe : « Il s'agit à tous le moins des 5 milliards d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires, des quelque 4 milliards de ces exonérations dues au régime favorable des heures supplémentaires que le gouvernement a instauré ».

Le NPA soutient cet appel. Aucun revenu inférieur à 1 500 euros net !

Lucas Maldini

1. L'ASS, prend le relais de l'allocation chômage sous certaines conditions.

Cette année, à l'occasion du 8 mars, la mairie de Lyon a lancé une campagne qui en dit long sur la façon dont elle envisage la place des femmes dans la société. L'affiche, montrant un homme et une femme sous forme de pictogramme, représente le premier bien plus grand que la deuxième, élevée pour l'occasion sur des ressorts. Au fond, la mairie de Lyon montre, par ce simple dessin, que les femmes ne sont pas à la hauteur, intrinsèquement et qu'il faut les y conduire. N'aurait-il pas été plus juste de dessiner, sur la tête de l'image représentant les femmes, un couvercle qui l'empêche d'être l'égale des hommes ? Car c'est à ce niveau que se situent les enjeux du 8 mars : c'est en luttant contre les discriminations de toutes sortes, les attaques de toutes parts et les discours stigmatisants que l'on pourra parvenir à l'égalité.

Une étude publiée par l'Insee, le 23 février, *Femmes et hommes en début de carrière*, explique que les hommes non diplômés gagnent 23% de plus que les femmes de même niveau en début de vie active. Et, quel que soit le diplôme, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes subsiste. Par ailleurs, le recul de l'âge de la retraite aura des conséquences désastreuses pour les femmes qui représentent 80% des travailleurs pauvres et précaires.

À la maison, les tâches ménagères continuent d'être très largement assumées par les femmes en particulier à la naissance du premier enfant.

Les députés européens ont récemment adopté une résolution visant à harmoniser « par le haut » les droits des femmes. Si cette résolution est un point d'appui, il ne faut pas se faire d'illusions puisqu'il ne s'agit que d'une incitation sans sanctions et sans moyens, tandis qu'en France, des centres d'IVG ferment un peu partout. Ce ne sont que discours et hypocrisie...

De même, la loi contre les violences faites aux femmes, adoptée par l'Assemblée nationale le 25 février, essentiellement axée sur les violences conjugales est très en retrait de la loi-cadre du Collectif national pour droits des femmes avec très peu de mesures de prévention, de formation des personnels et sans moyens. (voir ci-dessous). Il faut également condamner l'instrumentalisation des discours féministes par le gouvernement à des fins racistes et la loi sur la burqa dans le cadre du débat sur l'identité nationale en est un exemple.

Partout des manifestations ou des rassemblements se tiendront le 8 mars. Plus que jamais, il s'agit d'aller et d'exprimer notre refus d'un nouvel ordre réactionnaire, de s'y battre, entre autres, pour un véritable service public de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et le respect du droit à l'IVG. Enfin, ce 8 mars est aussi une première échéance pour la 3^e Marche mondiale des femmes dont les initiatives rythmeront les mois à venir.

Lisbeth Sal

Pour en savoir plus sur le 8 mars :

www.archivesdulfeminisme.fr/article.php3?id_article=80

et aussi

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, UNE LOI VIDE DE CONTENU.

Le 25 février, l'Assemblée nationale a adopté une loi contre les violences faites aux femmes, sur proposition d'une commission composée de parlementaires de droite et de gauche. Nadine Morano représentant le gouvernement a rappelé que la lutte contre les violences faites aux femmes a été déclarée grande cause nationale en 2010. La discussion générale a pu montrer combien la droite et la gauche utiliseraient le texte à des fins différentes. Pour Nicole Ameline (UMP), par exemple, cette loi permettra un retour des femmes migrantes dans leur pays d'origine dans de meilleures conditions... Quant au bracelet électronique imposé aux hommes violents, mesure phare de la loi selon Nadine Morano, son usage est expérimental pendant trois ans et seuls trois parquets sont équipés de 150 bracelets... La prévention est quasi inexistante et les articles sur les moyens ont été supprimés. Au final, sur 70 articles proposés, seuls 20 demeurent et il est difficile de considérer cette loi comme une avancée.

LA FAMILLE OMÉROVIC DOIT ÊTRE RÉGULARISÉE !

Après l'opération « pas de chaises vides à la rentrée dans les écoles à Évreux », une semaine d'action pour les enfants de la famille Omérovic, d'origine Rom, menacée d'expulsion vers la Bosnie, nous nous sommes retrouvés à environ 140 (dont une vingtaine du NPA) sur la place du Miroir-d'Eau à Évreux, samedi 20 février après-midi, à l'appel du « Rassemblement pour la défense de la famille Omérovic ». Après des prises de parole de la LDH, du Collectif RESF27... le maire d'Évreux et des conseillers municipaux ont concrétisé leur soutien par un parrainage républicain des cinq enfants (quatre scolarisés à Évreux et un bébé né dans la ville). Une centaine de manifestants s'est rendue avec la famille Omérovic vers la préfecture où bien évidemment les portes sont restées fermées. La mobilisation continue ! Les sans-papiers vivent ici, travaillent ici, cotisent ici, leurs enfants sont scolarisés : ils doivent rester ici ! La seule solution contre la chasse aux sans-papiers, c'est la régularisation de tous !

VICTOIRE POUR MOHAMED ABOURAR.

La mobilisation du comité de soutien à Mohamed Abourar a payé puisqu'il a obtenu son visa long séjour et va pouvoir reprendre une vie normale et notamment sa scolarité au lycée. Mohamed Abourar, élève au lycée Valmy de Colombes (Hauts-de-Seine), avait été arrêté le 17 janvier 2010 à la suite d'un contrôle d'identité. À l'issue de sa garde à vue, il avait été placé au centre de rétention de Vincennes puis expulsé, le samedi 23 janvier. Un comité de soutien s'était fortement mobilisé pour son retour. Il s'agit d'une victoire collective des élèves, des professeurs, de ses amis, des parents d'élèves, du RESF et des associations, des syndicats, des parlementaires, des élus de Colombes et des Hauts-de-Seine et de toutes celles et tous ceux qui de près ou de loin se sont mobilisés. La lutte pour le droit à l'éducation pour tous et pour la régularisation de tous les jeunes scolarisés majeurs sans papiers et de leur famille se poursuit.



TOTAL NE RIEN LÂCHER!

Les salariés de Total Dunkerque n'ont pas dit leur dernier mot et se rassembleront le 8 mars à Paris-La Défense, lors du comité central d'entreprise.

L'OCCUPATION et la grève se poursuivent à la raffinerie Total de Dunkerque alors que les cinq autres raffineries du groupe ont suspendu le mouvement, le 24 février. L'élan de solidarité, la grève contagieuse avait laissé planer le spectre d'une pénurie de carburants au bout d'une semaine.

Sur le site, l'appel à la reprise du travail de la CGT et le vote consécutif en faveur de la suspension de la grève dans les cinq autres raffineries ont été accueillis avec incompréhension, déception, parfois colère. Avec le sentiment d'avoir été laissés seuls face à la direction de Total et qu'une occasion a été manquée alors que, avec plus de 70% de grévistes et l'appui de l'opinion publique, nous avions construit un rapport de forces extrêmement favorable.

Pour la fédération CGT de la chimie, «la stratégie industrielle est désormais sur la table, l'action ayant imposé un débat, une négociation avec les représentants des travailleurs» et nos principales revendications seraient satisfaites.

«Deux jours de plus et le gouvernement poussait la direction à redémarrer notre raffinerie», constatait Philippe Mullens, délégué Sud, dirigeant de l'intersyndicale de Dunkerque.

Même l'engagement de maintenir pendant cinq ans l'activité sur les autres raffineries, exceptée celle de Dunkerque, s'apparente à une promesse de «CDD de cinq ans» et signe la volonté de la direction de fermer la raffinerie des Flandres. Il n'y a aucun engagement sur le maintien de l'emploi sur les autres sites.

La dimension nationale, politique, prise par notre lutte en pleine campagne électorale a-t-elle pesé sur la fédération de la chimie CGT qui affiche pourtant souvent des positionnements radicaux, contestant la direction confédérale?

Les salariés consultés dans les assemblées générales ont hésité après l'appel de la CGT à reprendre le travail. En Normandie, nous avons même poursuivi la grève mercredi, 24 février.

Sur place, la solidarité se poursuit. Un meeting de solidarité s'est tenu le 25 février à Grande-Synthe (Nord) où un appel national au soutien et à la poursuite de la lutte a été adopté par l'intersyndicale SUD-CGT-FO: «Cette grève ne doit pas, ne peut pas rester isolée. Le conflit Total est devenu un conflit emblématique du combat contre le chômage et les licenciements», dit l'appel qui exige le redémarrage de l'entreprise et la préservation de tous les emplois de la raffinerie des Flandres mais aussi de toute la sous-traitance.

D'ores et déjà, la grève des salariés de Total est un point d'appui et un encouragement pour toutes les luttes ouvrières contre les délocalisations, les fermetures de sites, les licenciements.

Comme le disait l'un des grévistes, «on n'a rien à perdre, on continue», avec l'espoir que les autres sites reprendront le mouvement le 8 mars, quand la direction annoncera... rien, sinon de nouvelles vagues promesses. En attendant, tous à la Défense le 8 mars! La lutte continue!

Correspondants



(PHOTO THÈQUE ROUGE/GUY LAHER)

PERSONNES ÂGÉES LE MARCHÉ DE LA DÉPENDANCE

De nouvelles attaques sont en préparation, cette fois elles concerneront les personnes âgées dépendantes au profit des organismes privés.

Le gouvernement prévoit une attaque en profondeur contre les droits des personnes âgées dépendantes d'ici la fin de l'année.

Actuellement, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) dont le but est de payer des heures d'aides à domicile et en établissement est financée par les conseils généraux et les personnes âgées en fonction de leur degré de handicap et de leur revenu¹. Le montant moyen restant à la charge des bénéficiaires les plus dépendants, payant le ticket modérateur, était, en juin 2009, de 257 euros pour une APA de 1009 euros².

Les Établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes (Ehpad) manquent cruellement de places et de personnels qualifiés et, pour des revenus modestes, leurs tarifs sont prohibitifs. Le projet gouvernemental est d'accentuer la participation financière des usagers, directement ou par le biais d'assurances privées ou encore par la reprise sur héritage à la mort du bénéficiaire, et de développer le marché concu-

rentiel privé des établissements et services.

Avec plus de 2 millions de contrats d'assurances dépendance, la France est le deuxième marché derrière les États-Unis³. Mais les critères sont définis par les assureurs, donc en fonction de la rentabilité attendue du contrat. Seuls les cas les plus lourds et les moins solvables resteront à la «solidarité nationale».

En matière d'hébergement, Orpea, un groupe à dimension européenne coté en Bourse, en pointe avec Korian, une société d'établissements de soins, prévoit d'ouvrir 8 500 nouveaux lits dans les quatre ou cinq ans à venir. Selon un rapport patronal⁴, la situation «offre de nombreuses opportunités: tirer profit de la distorsion entre l'offre et la demande, présenter une gamme complète de structures d'accueil en développant les services de maintien à domicile afin de générer des recettes supplémentaires, croissance externe en profitant de la fragilité financière des petites structures». Pour celles-ci, les conseils généraux ne veulent plus payer les déficits, «leur productivité étant insuffisante».

Orpea a augmenté son chiffre d'affaires de 31,3% en 2007, 29% en 2008 et prévoyait, pour 2009, un bond en avant. Le groupe Malakoff Médéric Assurances vient de prendre une participation de 10% dans le capital social de Korian. On peut imaginer des contrats entre les assurances et «leur» entreprise d'hébergement. La boucle est bouclée, au détriment des personnes âgées dépendantes.

Contre cette politique, le NPA propose un grand service public prenant en compte aussi bien le maintien à domicile lorsqu'il est compatible avec l'état de santé, que des foyers ou des Ehpad, en éliminant entièrement le secteur privé. Les aides seraient réalisées et coordonnées en fonction des besoins par un service public municipal. D'autres services, qui existent déjà dans certaines municipalités, devraient être généralisés: portage des repas, transports adaptés, télé-alarme gratuite... Ce secteur public prendrait en charge le recrutement des personnels avec une bonne qualification initiale et continue, bénéficiant de conditions de travail décentes, à commencer par

des CDI à temps plein, prenant en compte les temps de déplacement pour les personnels intervenant à domicile, les dépenses d'investissement et de fonctionnement. Un plan d'urgence de construction de nouveaux établissements serait lancé.

Les aides doivent être prise en charge par la Sécurité sociale étendue, financée par les cotisations sociales payées par les seules entreprises et non par l'impôt national ou local. La Sécu, c'est une avancée vers le salaire socialisé qu'il faut défendre et étendre. On n'imagine pas que les familles ou les individus paient pour le traitement d'un cancer selon leur revenu. Pourquoi le feraient-ils pour la dépendance? Nos mamies et nos papys valent mieux que leurs profits.

Daniel Desmé

1. 686 000 bénéficiaires à domicile en juin 2009 et 431 000 en établissements.

2. DRESS Études et résultats n° 710

3. Les Échos, 8/12/09

4. Document à destination des entreprises du secteur, 2005.

5. Le Monde 11/2/2010.

et aussi

HÔPITAUX : ASCENCEUR SOCIAL BLOQUÉ. Début janvier, la direction de l'APHP (Assistance publique - hôpitaux de Paris) a annoncé qu'elle ne financerait pas les promotions professionnelles pour cette année. Quant aux concours de spécialisation, ils sont supprimés ou très fortement réduits. Ces promotions concernent les évolutions professionnelles à l'intérieur des corps médicaux et paramédicaux. Jusqu'alors, quand par exemple une aide-soignante, après trois années d'exercice minimum, projetait de devenir infirmière et qu'elle réussissait le concours d'entrée, elle pouvait entrer en formation tout en préservant son dernier salaire, ses droits à la Sécurité sociale et à la retraite en échange d'un engagement à travailler pour son établissement un certain nombre d'années. Il s'agissait ainsi du seul ascenseur social à l'hôpital. Désormais, pour cette année en tout cas, ce modeste mécanisme d'ascension sociale sera détruit de sorte que la sélection des étudiants sur ressources financières s'amplifiera. C'est le résultat de l'asphyxie budgétaire de l'hôpital public.

MONTBÉLIARD. GRÈVE DANS UN LYCÉE TECHNIQUE. Depuis le 22 février, jour de la rentrée des vacances de février, un mouvement de protestation s'est développé au lycée technique Jules-Viette de Montbéliard (Doubs). Les mesures de suppression de neuf postes en physique, arts, construction mécanique et productive, accompagnées de la suppression de filières BTS en ingénierie et en audiovisuel, ont fait l'unanimité contre elles. 148 professeurs sur 150 se sont mis en grève, syndiqués ou non, avec le soutien actif des lycéens et des parents d'élèves. Madame le recteur, dont le seul souci est d'obéir aux mesures d'économies gouvernementales, désigne les enseignants comme responsables d'un prétendu «manque d'attractivité» du seul lycée technique de la ville. Les filières de Viette ouvrent principalement sur des carrières dans l'automobile, secteur qui licencie dans la région à tours de bras que ce soit à Peugeot ou chez les équipementiers. Au sortir du lycée, pour les jeunes, c'est souvent l'intérim ou la précarité alors que le gouvernement a offert

3 milliards d'euros à Peugeot pour faire face à la crise du système. Samedi matin, de nombreuses délégations d'écoles, collèges, lycées ont accompagné les élèves, parents, personnels de Viette pour exprimer leur colère contre cette politique qui s'attaque au service public d'éducation et prépare la suppression du lycée. 3 000 personnes ont manifesté dans Montbéliard. Contre les réformes et les suppressions de postes, il est temps, partout, de se mettre en action, de préparer les rendez-vous nationaux du 12 mars (grève unitaire second degré) et du 23 mars (journée d'action et de grève interprofessionnelle). En agissant sur la durée, pour ne pas renouveler les stratégies perdantes de l'an dernier des journées éparpillées sans lendemain.



Nos emplois, pas leurs profits!

PRINTEMPS SOCIAL EN AVANCE ? (1)

Depuis quelques semaines, des travailleurs prennent au mot le discours sur la sortie de la crise. C'est le cas dans l'automobile où les résultats officiels contredisent l'image d'année noire que les directions ont voulu donner pour 2009. Du coup, avec l'arrivée des négociations annuelles obligatoires portant notamment sur les salaires, les débrayages se multiplient : chez Renault, tous les sites se sont mobilisés (Sandouville, Couronne, Cléon, Guyancourt, Rueil, Flins) avec des débrayages de 600 ou 700 salariés sur les plus gros. Chez PSA, après les débrayages de fin janvier/début février à Sochaux, c'est à Mulhouse que plusieurs arrêts de travail ont eu lieu à la mi-février. Et même les sous-traitants s'y mettent avec la grève des travailleurs de la CAT (livraison des véhicules en fin de chaîne) avec une grève carrément européenne en France et Allemagne. Les salariés rejettent les miettes que leur proposent les directions et... gagnent. Ici des primes, là une rallonge de plusieurs

dizaines d'euros. Bientôt tous ensemble pour 300 euros net pour tous et rien en dessous de 1500 euros net ?

PRINTEMPS SOCIAL EN AVANCE ? (2)

La semaine dernière, c'était chez Ruget (Meyzieu), un sous-traitant ex-filiale de Schindler (ascenseurs), fabricant de pièces détachées, que la direction était séquestrée. Ce mardi 2 mars, c'est chez Siemens à Saint-Chamond (matériel pour la sidérurgie) que deux cadres dirigeants sont retenus par les salariés. Dans les deux cas, la liquidation de l'emploi est la cause de cette colère. Le mépris, le refus de voir la misère créée, poussent à une saine révolte. Le ministre « Escrosi » a beau condamner, les salariés s'estiment dans leur droit. Chez Ruget, ils ont obtenu en une nuit 8000 euros de prime extra-légale payée par Schindler, ex-proprétaire du site ! Chez Siemens, ils exigent le maintien de l'emploi sur le site. Bientôt tous ensemble pour l'interdiction des licenciements ?

De l'argent, il y en a !

En 2009, les banques américaines vont enregistrer un profit record de 55 milliards de dollars et leurs dirigeants se sont octroyés plus de 20 milliards de dollars de bonus, en augmentation de 17% par rapport à l'année précédente. Et cela malgré des prétendues réglemmentations et les déclarations d'Obama. Rappelons-nous que ces mêmes banques étaient au bord du gouffre il y a quelques mois encore et que, pour les « sauver », le plan Paulson a octroyé plus de 700 milliards d'aides au système bancaire américain.

BELGIQUE CARREFOUR LIQUIDE EMPLOIS ET SALAIRES

Après l'annonce d'au moins 1672 licenciements, les salariés de Carrefour Belgique se sont mis en grève. Tous les magasins du groupe étaient fermés en Belgique samedi 27 février.



Carrefour Belgique a annoncé le licenciement de 1672 employés (11% des effectifs), la fermeture de 21 surfaces de vente, la diminution drastique des salaires par transfert des employés dans des commissions paritaires¹ moins avantageuses, la suppression de congés et des pauses payées. Le patron de l'enseigne, Lars Olofsson, a déclaré : « *Le temps de l'action est venu* ». Il a été entendu et un grand nombre de magasins ont immédiatement baissé leurs volets et se sont mis en grève, le mouvement s'étend et se durcit. Samedi 27 février, aucun des 56 hypermarchés et 61 supermarchés de Carrefour en Belgique n'a pu ouvrir ses portes, et certains magasins étaient toujours en grève lundi 1^{er} mars. Le patron de Carrefour Belgique « *accepte cette grève* » mais trouve qu'elle lui coûte cher. Si le « *plan de sauvetage* » ne réussit pas, il menace ses employés de quitter la Belgique. Le chantage à l'emploi ne date pas d'hier. Au nom du maintien des activités, plus de 2700 emplois

ont déjà été supprimés entre 2004 et 2009, les contrats à durée déterminée se sont multipliés et les nouveaux embauchés ont des salaires au rabais. Carrefour emploie en Belgique 15698 travailleurs dont 10900 à temps partiel. Ces derniers sont surtout occupés par des femmes qui feront les frais des restructurations avec des allocations de chômage ridiculement basses car calculées sur la base du salaire perçu. En prétendant que les coûts salariaux justifient son plan de restructuration, Carrefour est en train de créer un nouveau mythe. Après le plombier polonais, voici donc désignée la coupable idéale : la caissière belge qui gagnerait 29% de plus que sa collègue de la concurrence. Bien sûr, ces chiffres sont faux, mais cela permet de justifier des licenciements devant l'opinion publique. Les syndicats ont mis en évidence les manipulations douteuses observées dans les comptes de Carrefour ces derniers mois. Le groupe dispose en Belgique d'un centre de coordination de toutes ses activités mondiales qui

bénéficie d'avantages fiscaux considérables prévus par la loi belge. Le centre de coordination avait une dette de 1 milliard envers Carrefour Belgique qui l'a cédée à Eastshore Finance, une société créée par le groupe lui-même en 2009. Le groupe a donc artificiellement appauvri Carrefour Belgique d'un milliard d'euros. Bien entendu, le groupe mondial Carrefour a bénéficié d'aides publiques des différentes autorités gouvernementales belges. Il devrait d'ailleurs rembourser 86 millions d'euros de subventions déclarées illégales par la Commission européenne. Selon la FGTB, premier syndicat belge, le groupe mondial a bénéficié de 129 millions d'euros d'avantages octroyés par les pouvoirs publics en raison de la concentration de ses activités financières en Belgique. En 2008, Carrefour Belgique a réalisé un bénéfice de 66 millions, mais comme elle a cumulé 458 millions de pertes les années précédentes, elle n'a pas payé d'impôts. En revanche, le centre de coordination Carrefour se porte bien. En 2008, il

a réalisé un bénéfice de 381 millions, sur lequel il a payé un impôt de 33225 euros, soit un taux de 0,008%... Les dirigeants du groupe Carrefour, numéro deux mondial de la distribution, ont depuis longtemps compris toutes les facilités offertes par la Belgique, terre d'asile des exilés fiscaux voulant échapper à l'impôt sur la fortune. Les empereurs de la grande distribution semblent s'être donné le mot puisqu'on retrouve aussi en Belgique la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan, Décathlon, Mondial Moquette, Feu vert, Kiabi, etc. Voilà de bons exemples de « *mobilité professionnelle* » dont devraient s'inspirer la caissière belge ! Pourquoi pas, retrouver un boulot dans les Balkans où Carrefour va créer de nouveaux postes ?

Freddy Mathieu

1. En Belgique, les commissions paritaires (CP), instituées par branche d'activité, réunissent des représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs du secteur et interviennent en particulier dans les négociations salariales.

SANOFI-AVANTIS PROFITS RECORDS ET LICENCIEMENTS

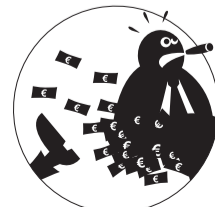
Pour conserver les retraites par répartition sans augmenter la durée de cotisations, des solutions existent.

Le 10 février, Sanofi-Aventis publiait ses résultats pour 2009. Le quatrième groupe pharmaceutique mondial a terminé l'année avec un bénéfice net de 8,47 milliards d'euros, en hausse de 13% par rapport à 2008. Ces bons résultats sont en partie dus à la vente de 100 millions de doses de vaccins contre la grippe H1N1 pour 440 millions d'euros. Ce qui n'a pas empêché la direction de décider une restructuration du groupe en 2010 pour continuer à engranger des profits. Le bilan social est déjà lourd pour l'entreprise au sommet des bénéfices du CAC 40 : 3000 suppressions d'emplois en France, quatre sites fermés, deux sites vendus ou à vendre, deux sites en restructuration. Et ce n'est qu'un début, le directeur général ayant annoncé vouloir faire 2 milliards d'euros d'économies d'ici 2013. Un plan de « *départs volontaires* » de 3000 salariés qui ne sont que des licenciements déguisés, est programmé. Avec de tels profits, l'annonce d'une augmentation générale des salaires de 1,2% a été prise comme une provocation. De nombreux sites sont entrés en grève. Deux sites ont été complètement bloqués pendant trois semaines et des arrêts de travail ont eu lieu sur 24 sites. Les grévistes ont exigé l'arrêt des restructurations destructrices d'emploi et l'augmentation des salaires. La direction a voulu faire la sourde oreille mais la colère grandissant et la médiatisation aidant, le groupe s'est senti obligé de s'expliquer sur sa politique antisociale auprès des élus politiques. Le 16 février, la direction du groupe a convié les élus des collectivités où sont établis 40 sites de Sanofi à un déjeuner propagandiste afin d'essayer de rassurer sur l'avenir des sites dans leurs régions. Les petits fours et jolis coups de violon ont toutefois été perturbés par la mobilisation de 300 manifestants venus de toute la France à l'appel de la CGT. Ils ont été parqués à distance par les CRS afin d'éviter toute confrontation. Leurs interpellations préalables auprès des élus politiques ont cependant permis de déclencher de nombreuses questions parmi les invités au cocktail et quelques-unes à l'Assemblée nationale. Les ministres justifient les « *adaptations d'effectifs* » au nom de la compétitivité et d'une incontournable restructuration pour se tourner vers des médicaments de nouvelle génération. Qu'attendre de plus de ce gouvernement qui subventionne par millions ces entreprises ultra bénéficiaires via les crédits d'impôt recherche, par exemple ? La santé ne devrait pas être source de profits. Il y a urgence à sortir de ce système où le patient n'est qu'un client et où bientôt seules les maladies qui rapporteront de l'argent auront un traitement. Ce n'est pas en se désengageant de la recherche que Sanofi trouvera les médicaments de demain, avec 10% d'effectifs en moins. Pour ses dirigeants, l'essentiel n'est pas la santé.

Correspondante



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR)



TOUT CHANGER



Languedoc-Roussillon

25 février. Les candidats en soutien aux retraités en lutte. (DR)

EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, les nombreux propos à connotation raciste de Georges Frèche ne sont pas des dérapages et encore moins le reflet d'un prétendu parler du Sud. Il y a une volonté délibérée de séduire l'électorat d'extrême droite, assez important dans notre région qui détient depuis longtemps tous les mauvais records (chômage, précarité, pauvreté...) et où les rapatriés d'Algérie sont nombreux. Cet électorat ne s'y trompe pas puisque les sondages montrent une montée de la liste Frèche aux dépens de la droite et du FN. Le glissement de Frèche vers la droite se fait aussi lorsqu'il exprime son accord avec Sarkozy sur de nombreux points ou lorsqu'il propose la suppression de 1000 emplois d'agents municipaux.

Cette dérive est de même nature que celle qui a conduit Besson à devenir un des ministres de Sarkozy. Elle est le résultat d'années d'adaptation du PS au libéralisme, qui fait tomber la frontière entre la droite et la gauche.

Dans un tel contexte, le NPA a pris très tôt l'initiative pour tenter de rassembler la gauche anti-libérale et anticapitaliste. Il a d'abord fallu s'entendre sur le second tour. Pour le NPA, aucun accord n'étant possible avec Frèche, nous avons annoncé notre intention de nous maintenir au second tour, par des fusions démocratiques avec les listes de gauche non-fréchistes. Cette position est devenue celle de la liste unitaire mais le débat au sein du PCF et du Front de gauche fut sur ce sujet assez long. La seconde discussion a porté sur la nature de l'alliance à construire. Une partie du Front de gauche espérait une alliance de toute la gauche anti-fréchiste, tandis que le NPA insistait sur la rupture avec la gestion sociale-libérale, ce qui rendait impossible un accord de premier tour avec Europe Écologie ou le PS non fréchiste. Là encore, c'est cette position qui l'a finalement emportée.

Le programme de la liste unitaire intègre ainsi les questions nationales: le Smic à 1 500 euros net, les 300 euros d'augmentation pour tous et l'interdiction des licenciements, en premier lieu dans les entreprises qui font des profits.

Le programme régional met en avant la solidarité des territoires alors que l'adaptation à la mondialisation capitaliste implique leur mise en concurrence. Cela se traduit par la défense et l'extension des services publics, le refus d'appliquer le plan campus ou de financer l'enseignement privé au-delà du minimum légal, le refus de la réforme territoriale, l'arrêt des subventions aux entreprises capitalistes afin de pouvoir aider les coopératives, les circuits courts dans l'agriculture, la reprise de leur entreprise par les salariés en lutte, etc.

La solidité de l'accord conclu entre huit organisations s'est confirmée lorsque la direction nationale du PS a décidé de présenter au dernier moment une liste contre Frèche. Europe Écologie et le PS ont alors donné le spectacle lamentable de discussions de préséance tandis que notre liste a maintenu le cap autour de son programme. Une dynamique militante s'est désormais enclenché avec un meeting réunissant plus de 3000 personnes à Montpellier fin janvier et des dizaines de réunions publiques, des dizaines de milliers de tracts distribués sur l'urgence sociale, l'urgence écologique, l'urgence démocratique.

Cette dynamique grandissante rend crédible nos objectifs: pouvoir se maintenir au second tour, être en tête des listes de gauche non-fréchistes, offrir au second tour une alternative contre la droite et contre Frèche. Un espoir est né! Les dernières semaines de campagne vont être décisives.

Voir programme de la liste sur: www.agauchemaintenant.fr



Jean-Marie Robert, Louis Le Pape, Laurence de Bouard, Josette Brenterch et Roland Jaouen. (AND)

EN BRETAGNE, la liste unitaire, anticapitaliste et radicalement écologique, «Vraiment à gauche», a tenu son premier meeting le 25 février, à Brest. Malgré la période de vacances scolaires, une salle de la Maison des syndicats presque remplie a écouté successivement les interventions des candidats de la liste.

Josette Brenterch, candidate brestoise, est intervenue sur les questions sensibles à Brest de la filière de démantèlement des vieux navires, de la gestion publique de l'eau et contre le vote par machine électronique, pour le retour au vote papier. Ensuite, c'est Roland Jaouen, un des responsables finistériens du Parti de gauche, qui a expliqué son engagement dans cette liste unitaire et la division du PG qui a conduit les dissidents en Bretagne à se constituer en association sous le nom de «Militer pour la gauche».

Louis Le Pape, membre du Conseil politique national du NPA, a exposé les efforts déployés en vain

pour parvenir à une liste unitaire à gauche, déterminée à ne pas abandonner le programme pour rentrer dans un exécutif dominé par les socio-libéraux.

Ce fut ensuite le tour de Jean-Marie Robert, liste du Morbihan, animateur du Mouvement objecteurs de croissance (MOC), d'insister sur la spécificité de son engagement politique et sur les convergences importantes entre le NPA et le MOC. Le travail en commun qui ne devrait pas s'arrêter au soir de ces régionales.

Laurence de Bouard, tête de liste régionale, a ensuite brossé à grands traits le programme de la liste unitaire, en opposition à la droite et au renoncement de la majorité sortante à une politique vraiment à gauche.

À la sortie du meeting, tracts et affiches ont été distribués pour alimenter les dernières semaines de la campagne. Un premier tour de campagne au grand meeting de Lorient, le 2 mars.

LA CULTURE, PAS LA FRITURE !

Une centaine de militants du NPA (dont Anne Leclerc et Olivier Besancenot, candidats en Île-de-France et à Paris), du collectif la Pelle et la pioche, du PG (dont Éric Coquerel), de Solidaires, de SUD Culture, de Stop précarité, de la CGT Restauration, de l'association Louvre pour tous... s'étaient «invités» samedi 27 février au tout nouveau Mc Donald's du Carrousel du Louvre. Ambiance festive, jets de flyers contre la «mac précarité», posters d'une Joconde bouffie brandie par les manifestants, slogans, banderoles... les touristes n'en revenaient pas! Remballant leur graillon dans la plus grande précipitation, les responsables du «restaurant» durent interrompre tout service pendant plus d'une heure, fermant les caisses et, surtout, tenant à distance des «perturbateurs» les salarié-e-s, tout à fait susceptibles de céder à la propagande anticapitaliste. Comment ne pas s'identifier à «Mona, 22 ans, étudiante en histoire de l'art et qui travaille à Mc Do. Son contrat, un CDI au Smic à temps partiel, l'aide à payer le loyer de 600 euros de sa chambre de bonne, sans bourse ni RSA. Comment ne pas s'identifier à Lisa, 22 ans, précaire, obligée de manger au Mc Do. Bientôt, elle ne pourra même plus. En effet, elle fait partie de ces 600 000 chômeurs en fin de droits qui vont se retrouver sans un sou en 2010. Eh oui, Lisa a moins de 25 ans et n'a pas le droit au RSA. Ou encore à leur ami Leonardo, vacataire au musée du Louvre, qui enchaîne tant bien que mal les CDD à 600 euros par mois pour survivre, et puisque le gouvernement supprime des postes de fonctionnaires, il n'est pas prêt d'être titularisé. Surtout qu'il n'a pas de locaux pour sa formation, tandis que Mc Do peut s'installer tranquillement.»

Cette action très réussie n'est qu'une première. Elle démontre qu'il est possible, dans l'unité, de ne pas attendre tétanisés la fin du cycle électoral pour organiser la solidarité avec les luttes et dénoncer les firmes qui jettent les salariés dans la



Île-de-France

précarité. De nombreuses luttes, parfois déjà été menées chez Mc Donald's, Pizzeria, précarité touche aujourd'hui une grande partie de la jeunesse. Les anticapitalistes sauront souffler de nouvelles et inévitables révoltes !

les 2010

R, RIEN LÂCHER!



ÉRIC GARÇON

che de la
r son prof
régional

ert, tête de
ement des
ster sur la
que et les
et le MOC,
arrêter au

ale, a en-
me de la
omme aux
mener une

es étaient
semaines
uffe avant



(DR)

ois victorieuses, ont
za Hut ou Virgin. La
de partie de la jeu-
ler sur les braises de



Haute-Normandie

Rouen, le 27 février. Les « Robins des Bois » du NPA. (MARC CASTELER)

À ROUEN, les militants anticapitalistes ont dénoncé l'utilisation de l'argent public. En choisissant de se déguiser en Robins des Bois dans les rues de Rouen samedi 27 février, les militants du NPA ont voulu marquer les esprits. « Robin des Bois volait aux riches pour donner aux pauvres », résume Christine Poupin, tête de liste NPA aux élections régionales. « Le conseil régional fait exactement le contraire, puisqu'il dépense l'argent public pour financer des entreprises qui licencient. Par exemple, la région a donné 14,5 millions d'euros à Total. Nous, on veut redonner l'argent public aux services publics. » Les manifestants masqués ont donc symboliquement pris des bourses d'argent à la Chambre de commerce et d'industrie pour les remettre au conseil régional, en n'omettant pas de faire un arrêt devant les transports urbains de l'agglomération rouennaise (TCAR) : « Nous défendons l'idée d'un service de transport gratuit pour tous les usagers. » Dans la course aux régionales, Christine Poupin n'oublie pas l'un des principaux sujets de débat : l'énergie. Là encore, la candidate prône la mise en place d'un « service public, loin des groupes privés ». Elle exposera son programme lors du meeting à Rouen, le 5 mars.

LE 27 FÉVRIER, le NPA a organisé une action pour dénoncer les aides publiques au patron-voyou Louis Petiet, maire de Verneuil et conseiller général UMP de l'Eure. Petiet est patron de la holding BKC, société qui possède 30 entreprises. Douze militants du NPA, parmi lesquels Thierry Martin, tête de liste départementale, ont distribué un tract à la population, curieuse et intéressée. Puis ils se sont rendus devant la mairie du « baron » Petiet pour une conférence de presse dont France 3 Haute-Normandie s'est fait l'écho. Louis Petiet a racheté récemment Heuliez, pour « sauver » les 600 emplois restants avec une promesse de 15 millions d'euros qui ne sont jamais arrivés. La région Poitou-Charentes de Ségolène Royal a directement investi 5 millions d'euros dans le capital d'Heuliez, ce qui a permis de financer les 400 licenciements du dernier PSE ! Petiet possède également Isotherma, dont les 400 salariés n'ont pas été payés depuis fin décembre ! Les travailleurs de l'usine du Havre ont dû se mettre en grève et manifester devant la mairie de Verneuil pour que les salaires soient versés.

Aujourd'hui, Petiet, tout en restant actionnaire minoritaire, a laissé l'affaire Heuliez entre les mains d'une autre holding, la Bright Well Holdings BV, dont la devise est « réaliser des business actions pour les ouvrir sur de nouveaux marchés ». Cette holding, soutenue par Christian Estrosi, est connue pour avoir promis des fonds pour construire plusieurs centrales électriques au charbon, fonds qui ne sont jamais venus...

Les travailleurs d'Heuliez ont toutes les raisons de se méfier de ce nouveau montage financier dont ils risquent encore de faire les frais. Pour le NPA, il est temps que ces patrons voyous cessent de nuire ! Nous proposons la récupération des aides publiques versées, l'ouverture des livres de compte et la réquisition de ces entreprises au profit des salariés, avec la constitution de fonds régionaux publics d'investissement mis à la disposition des coopératives ouvrières pour une reprise autogérée.



Sylvain Jousse, tête de liste départementale. (DR)

PORTRAIT DE CAMPAGNE

Entretien avec Sylvain Jousse, tête de liste NPA en Dordogne.

Quel est ton itinéraire politique ?

J'ai passé mon adolescence dans les milieux libertaires puis je suis devenu plus socialiste au sens primaire du terme (pas PS). J'ai aussi milité à SUD. Quand le NPA s'est créé, j'ai été fasciné qu'un parti se saborde pour tout donner à quelque chose dont il ne savait pas ce que cela deviendrait.

En 2004, la gauche promettait de faire des régions des pôles de résistance à l'offensive libérale de la droite. Le résultat n'est pas spectaculaire, mais peut-on faire mieux ?

On ne peut pas dire qu'ils n'ont rien fait, mais il est possible de mieux faire. Par exemple en arrêtant d'aider les grosses boîtes en restructuration qui ensuite délocalisent. Il vaut mieux aider les PME-PMI qui représentent plus d'employés. Ne jamais donner d'argent sans contrepartie (garanti sur les salaires, l'emploi, conditions de vie). L'argent public doit aller en priorité au service public, contrairement à ce que font les régions de gauche qui subventionnent l'enseignement privé au-delà de ce que la loi impose.

On peut aussi avoir une influence sur les grands projets comme le tracé de la Ligne grande vitesse (LGV), empêcher qu'il passe en plein milieu du parc écologique des Landes. Mieux vaut améliorer les voies existantes.

Enfin, un bras de fer entre les régions et le national est inévitable (voir la taxe professionnelle), si on veut que les régions gardent les moyens d'exercer des choix politiques.

Si tu es élu, as-tu peur d'entrer dans un monde où l'on se sent tellement important d'œuvrer au bien commun que l'on finit par considérer que la politique est bien trop compliquée pour le peuple ?

Posé comme ça, non. La crainte c'est de se retrouver dans la politique politicienne, d'être tenu en dehors des informations, des décisions, d'avoir les moyens de comprendre.

Qu'est-ce qui pourrait faire que la Dordogne devienne vraiment accueillante ?

Dans un département vaste et peu peuplé comme la Dordogne, il faut développer les transports publics de proximité dans un rayon de 20 km autour des villes. Avancer la gratuité pour les petits revenus. Le transport est une servitude imposée au salarié qui doit être payé par l'entreprise. Il faut arrêter de faire des activités purement touristiques, c'est le pays lui-même qui doit être attractif. Nous devons le trouver beau nous-mêmes, ce qui implique une vigilance sur l'aménagement du territoire, développer une culture locale. Pour ma part je regrette la perte de l'occitan. Le contre-exemple c'est la vente des terrains classés Seveso de la SNPE, qui sont très recherchés par les entreprises polluantes.

Comment rendre la solidarité plus désirable que la concurrence, l'équilibre écologique plus souhaitable que la croissance ?

Tant que les enfants sont à l'école, ils sont sociabilisés. Après on se retrouve seul dans une société qui encourage l'individualisme et la concurrence. Quand on pense à ce qu'on fait de la télévision !

Il faut défendre ce qu'il reste de solidarité, par exemple la Sécurité sociale, les services publics, la retraite par répartition. Le but de l'État est que personne ne touche une retraite à taux plein, pour encourager les fonds de pension qui sont la négation de la solidarité. De plus, l'État fait des cadeaux sur les cotisations, c'est-à-dire avec de l'argent qui ne lui appartient pas. Sans chômage, il n'y aurait pas de problème de retraite. Le chômage est le levier de l'individualisme, on crée une tension sur le marché du travail pour pousser les gens à se battre pour le travail.

Peux-tu citer un auteur qui a été important pour toi sur le plan politique ?

Louis Lecoin avec son livre *Ma vie*. C'était un pacifiste libertaire qui s'est battu pour le statut d'objecteur de conscience.

Interview réalisée par Harry Sagot pour France-Bleu Périgord, écoutable sur : sites.radiofrance.fr/chaines/france-bleu/?tag=perigord

agenda

(voir aussi en page 2)

JEUDI 4 MARS, ÉVRY. Meeting avec Olivier Besancenot et Francis Couvidat. RV à 20 heures, salle Bexley, rue Montespan.

JEUDI 4 MARS, MONTREUIL. Réunion publique à 20h30, Salle Résistance, 50 avenue de la Résistance.

JEUDI 4 MARS, POITIERS. Meeting unitaire avec Yvan Lemaître. RV à 20h30, salle Annexe des Arènes, 11, rue Salvador-Allende.

JEUDI 4 MARS, MONTAUBAN. Meeting à 20h30, salle des fêtes de Gasseras.

JEUDI 4 MARS, DRANCY. Réunion publique avec Cathy Billard. RV à 20 heures, rue Petieu, salon Roger Petieu.

VENDREDI 5 MARS, ROUEN. Meeting avec Christine Poupin et Thierry Martin. RV 20h30 salle Sainte-Croix-des-Pelletiers.

VENDREDI 5 MARS, CAHORS. Meeting à 20h30, Bourse du travail.

VENDREDI 5 MARS, CREIL. Meeting avec Sylvain Desbureaux. RV 20 heures au centre des rencontres, salle 2.

VENDREDI 5 MARS, PÉRIGUEUX. Meeting départemental avec Philippe Poutou tête de liste régionale. RV à 20h30 salle Grasset de l'Odyssee/NTP.

SAMEDI 6 MARS, SAVIGNY-LE-TEMPLE. Meeting avec Olivier Besancenot et Coralie Wawrzyniak.

SAMEDI 6 MARS, MULHOUSE. Meeting avec Olivier Besancenot. RV à 20h30, centre culturel PAX, 54, rue de Soultz (Quartier Bourtwiller).

LUNDI 8 MARS, LE PUY-EN-VELAY. Réunion publique avec Christine Chevalier et Alain Laffont. RV à 20h30, Centre Roger-Fourneyron, boulevard de la République.

MARDI 9 MARS, MARSEILLE. Meeting NPA-Alternatifs avec Omar Slaouti.

MARDI 9 MARS, LILLE. Meeting avec Pascale Montel et Olivier Besancenot. RV à 19 heures à la MEP 1, place Georges-Lyon.

MARDI 9 MARS, TOURS. Meeting avec Yvan Lemaître.

MARDI 9 MARS, DECAZEVILLE. Meeting à 20h30, salle de Fontvergnès.

MARDI 9 MARS, ÉVREUX. Meeting départemental avec Christine Poupin et Thierry Martin. RV à 20h30, Salle Jules-Janin.

MARDI 9 MARS, NOISY-LE-GRAND. Réunion publique avec Cathy Billard et Yves Zaparucha. RV mairie annexe des Richardets, 31 avenue Gabriel Péri.

MARDI 9 MARS, BERGERAC. Réunion publique avec Sylvain Jousse. RV à 20h30, Maison des Syndicats.

JEUDI 11 MARS, COMPIÈGNE. Réunion publique avec Sylvain Desbureaux. RV à 20 heures, annexe de l'hôtel de ville, Salle 4, rue de la Surveillance.

VENDREDI 12 MARS, NEUILLY-SUR-MARNE. Meeting avec Cathy Billard et Yves Zaparucha. RV à 20 heures, Salle du Temps Libre, Port de plaisance.

MIDI-PYRÉNÉES JOURNAL DE CAMPAGNE

Les militants du NPA et du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) en Midi-Pyrénées organisent, avec la tête de liste Myriam Martin, initiatives et réunions, dans les huit départements.

VENDREDI 19 FÉVRIER

Il ne fait pas chaud dans les Hautes-Pyrénées à Soues, près de Tarbes. Dans la salle municipale, on s'anime pour préparer la réunion publique du soir. C'est l'occasion de rencontrer, comme on les appelle ici, «les trois du Méridien». Il s'agit de trois salariés de l'espace culturel du centre Leclerc Méridien d'Ibos près de Tarbes, licenciés pour raison économique. En réalité, ces travailleurs ont eu le culot de manifester le 19 mars 2009, avec une soixantaine de leurs collègues, et brandir une banderole où était inscrit «salariés du Leclerc Méridien, les salaires les plus bas» détournant fort justement le slogan publicitaire des établissements Leclerc. Ce n'était pas du goût de la direction. La suite on l'imagine aisément, une des salariés l'évoque dans une intervention au début de la réunion du NPA. Moment intense, l'émotion dans la voix, cette jeune femme raconte et conclut sur la nécessité de ne plus laisser faire et d'en finir avec ces «zones de non-droit», de défendre la dignité et les droits individuels et collectifs. Au-delà des élections, rendez-vous est pris avec la tête de liste et les membres du NPA pour le 20 avril avec un rassemblement unitaire devant les prud'hommes à Tarbes.

MERCREDI 24 FÉVRIER

Devant la direction régionale du travail, à Toulouse, une centaine de salariés de Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), se sont rassemblés. Alexis Antoine, quatrième de la liste NPA en Haute-Garonne, retrouve Myriam Martin. Il est arrivé très tôt avec ses anciens camarades et a attendu avec ces derniers la sortie des délégués du personnel. Le patron voyou de Molex persiste et signe, continuant de bafouer le droit français, une spécialité de la multinationale américaine. Molex veut licencier 23 des 28 salariés protégés de l'entreprise (comité d'entreprise et comité d'hygiène et de sécurité) ce qui est illégal car le plan de sauvegarde de l'emploi est toujours en cours et les salariés n'ont tou-

jours pas trouvé de reclassement professionnel. Cinq mois après la fermeture de l'usine, seuls 23 emplois ont été sauvés sur 283. Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, ose pourtant se vanter d'en avoir sauvé 50. Malgré tout, les Molex ne désarment pas car leur direction est sous le coup d'une plainte pour entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise que le tribunal de grande instance jugera le 6 avril. On sait qu'on va donc se retrouver bientôt.

SAMEDI 27 FÉVRIER

Auch, préfecture du Gers et capitale de la Gascogne, a le privilège de figurer parmi les préfectures du Sud-Ouest dont le prix de l'eau est le plus cher (3,5 euros le m³) avec une hausse de plus de 30% entre 2002 et 2008. En effet, l'eau et l'assainissement sont gérés par Veolia, grâce au PS qui a signé avec la multinationale tentaculaire en 1995 des contrats pour la distribution de l'eau et en 2002 pour l'assainissement. En 2010, la municipalité PS d'Auch et ses alliés, le PCF entre autres, doivent prendre la décision de renouveler ces contrats ou de revenir en régie publique. Ils n'ont semble-t-il pas communiqué de manière claire sur le sujet. Le NPA a décidé de s'adresser directement aux Auscitains par une action spécifique et de défendre ainsi une revendication essentielle de notre programme pour les élections régionales: la création d'un fonds régional pour aider les communes à se défaire de la mainmise de ces prédateurs entrés grâce au cheval de Troie des contrats de délégation de service public.

Ainsi, les camarades du Gers, Myriam Martin et Gaël Schultz, tête de liste départementale, se sont donnés rendez-vous sur la place du marché, vite rejoints par des camarades de Montauban et de Toulouse. On se répartit aussitôt aux quatre coins des carrefours de la place de la mairie. Distribution de tracts à tous les passants et automobilistes, pris avec sympathie. Pendant ce temps, deux banderoles sont déroulées devant la mairie, exi-

geant la re-municipalisation, un service public de l'eau et l'arrêt des subventions publiques au service des intérêts d'une minorité. L'action est appréciée par les habitants qui parfois s'arrêtent pour discuter et affirmer avec les membres du NPA que l'eau est un bien commun qui doit être contrôlé au sein d'un vrai service public. Vers 12h30, l'initiative est terminée mais à Auch la bagarre pour «l'eau publique» ne fait que commencer.

LUNDI 1^{er} MARS

Qui connaît l'ICT en Midi-Pyrénées? Il s'agit de l'Institut catholique toulousain, autrement dit l'université catholique de la ville rose. Qui se souvient ou sait que le conseil régional a participé ces dernières années au financement de cet établissement privé confessionnel? Sans doute peu de monde. Il a pourtant récemment encore reçu du conseil régional, de la majorité PS et de ses alliés (PCF et PRG), la coquette somme de 1,7 million d'euros. Ce don s'est fait sans aucune obligation légale puisque le financement de l'enseignement supérieur n'est pas une compétence obligatoire de la région. Cet argent a permis de construire la maison de la recherche de cet institut catholique. Les étudiants qui connaissent et subissent le manque de moyens endémique de l'université publique apprécieront le geste des élus de «gauche» de la région Midi-Pyrénées en faveur d'une fac privée.

C'est donc devant cette dernière que les membres du NPA, dont Myriam Martin, ont décidé d'agir pour dénoncer ces subventions. Une délégation du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) et une quarantaine de militants du NPA, dont certains déguisés en nonnes et en curés, ont manifesté devant l'ICT avec une mise en scène simulant la remise du chèque de 1,7 million d'euros et sa destruction. Les militants sont repartis en manifestant, en criant «fonds publics à l'école publique» et en chantant les *Canuts*.



Toulouse, le 1^{er} mars. Des militants du NPA et du MOC manifestent devant l'Institut catholique toulousain, subventionné par la région. (JT)

COMMUNIQUÉ DE LA LISTE «POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE».

Avec une force jamais atteinte, le vent et la mer viennent de meurtrir notre région, particulièrement la Charente-Maritime; nous pensons en premier lieu à toutes les victimes et partageons leur colère. Mais nous nous interrogeons: après des épisodes neigeux inconnus par leur fréquence et leur durée, après une tempête d'une violence inconnue dans notre région, jusque quand va-t-on être spectateur des catastrophes qu'on qualifie encore de «naturelles»? Jusque quand va-t-on ignorer que ces accidents climatiques plus fréquents sont la conséquence de l'augmentation des gaz à effet de serre produits par l'activité humaine? De quelles preuves supplémentaires de changements climatiques de la planète a-t-on besoin avant de réagir?

Notre liste demande qu'on diminue ici et maintenant les pollutions. Pour cela, c'est une urgence écologique, il faut:

- rendre les trains régionaux (TER) gratuits pour tous afin de réduire les

- déplacements en voiture individuelle;
- développer le ferroutage et s'opposer à la privatisation du fret;
- casser la spéculation immobilière et développer le logement social pour diminuer l'allongement continu de la distance entre domicile et travail;
- favoriser l'agriculture paysanne et la pêche artisanale de proximité qui consomment moins d'énergies fossiles, offrent des produits de meilleure qualité et permettent aux agriculteurs et pêcheurs d'obtenir des revenus acceptables issus uniquement de leur travail;
- changer notre modèle de consommation.

Face aux catastrophes («naturelles» ou économiques), ce sont les services publics qui nous protègent. Nous exigeons, usagers et salariés, plus de moyens y compris financiers pour développer ces services publics. Construisons une alliance contre les privatisations qui détournent l'argent des usagers et dénaturent les missions de service public. La planète est malade du capitalisme: il faut en sortir!



FRANÇAFRIQUE LES MANŒUVRES NÉOCOLONIALES DE SARKOZY

En visite en Afrique, Nicolas Sarkozy a déclaré vouloir « refonder une relation privilégiée avec l'Afrique ». Avec un discours rénové, la France, en compétition avec d'autres impérialismes, utilise plus que jamais les coups tordus militaires et politiques pour défendre ses intérêts.



Kigali, le 25 février. Sarkozy en visite au Mémorial sur le génocide rwandais. Selon le journaliste du Monde, il « a pressé le pas devant la photo d'une jeep française roulant à côté de miliciens hutus armés de machettes ». (REUTERS/PHILIPPE WOJAZER)

C'est une sorte de rituel, quand un président de la République fait un discours sur l'Afrique, c'est pour tourner la page de la Françafrique. Le voyage de Sarkozy au Gabon, Mali et Rwanda n'échappe pas à la règle puisqu'il y a annoncé, pour la troisième fois, la fin du pré carré et des réseaux africains.

Cette annonce a été faite au Gabon, pays où Sarkozy a avalisé l'élection frauduleuse d'Ali Bongo, fils d'Omar Bongo, concoctée par Robert Bourgi, spécialiste élyséen des coups tordus sur le continent. Ali Bongo a demandé au président français d'aider les efforts d'un « Gabon émergent ». Pourtant, la seule tentative, bien timide, de réforme a été reportée à la demande de Sarkozy, parce qu'elle écornait les profits des entreprises françaises de la filière du bois!

Durant ce voyage, il a été question de réformer les traités militaires entre la France et les pays africains et d'en supprimer les clauses secrètes. Cette réforme est de la poudre aux yeux. La France ne s'embarrasse pas de formalisme juridique pour intervenir au Tchad en défense du

régime du « président à vie » Idriss Déby avec lequel il n'existe pas d'accord de défense. Inversement, en Côte d'Ivoire, où existent de tels accords, Paris s'est refusé à intervenir comme le lui demandait le président Gbagbo. Comme l'explique Raphaël Granvaud dans son livre *Que fait l'armée Française en Afrique?*, la France continue d'intervenir quand elle le veut et dans son seul intérêt.

Pour affermir sa position, dans une Afrique qui devient un enjeu de concurrence avec d'autres impérialismes, la France a fait avaliser l'élection bidon de Sassou Nguesso, au Congo-Brazzaville, par son émissaire Toubon, chargé du sommet sur les cinquante ans des indépendances des quatorze pays africains. Elle n'a pas hésité non plus à soutenir le coup d'État en Mauritanie, les manœuvres de Tandja au Niger qui vient de se faire renverser par son armée et elle continue à placer ses pions dans la crise malgache. Le dernier exemple est la pression exercée par Kouchner sur Bamako pour faire libérer quatre prisonniers en échange de Pierre Camatte, otage français d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, obligeant le Mali à renier ses engagements régionaux, ce

qui provoque une crise diplomatique avec la Mauritanie et l'Algérie.

L'ultime étape au Rwanda a été consacrée à une réconciliation des deux pays en taisant la complicité de Paris dans le génocide des Tutsis. Le gouvernement français de l'époque, dont Sarkozy était porte-parole, a soutenu la fraction raciste des Hutus avant, pendant et après les massacres. C'est précisément ce que Sarkozy tente d'occulter en parlant d'« erreur » de la communauté internationale. Il est pourtant impératif, d'un point de vue politique et moral, que les responsabilités des officiels français dans ce génocide soient clairement établies. Comme l'indique l'Appel citoyen de la France sur le Rwanda, lancé par des organisations de gauche et de solidarité internationale: « Le silence de notre pays doit cesser car il prolonge l'injustice vis-à-vis des victimes du génocide ».

Paul Martial

1. Voir *Afriques en lutte* n°5, « Gabon: de quel bois se chauffe le patronat français »
2. Éditions Agone, 480 pages, 18 euros
3. appel-citoyen-france-rwanda.over-blog.org

GRÈCE SUCCÈS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Malgré son succès, les obstacles à l'extension de la grève sont importants.

À L'APPEL de la GSEE (secteur privé) et d'Adedy (secteur du public), 2,5 millions de travailleurs se sont associés à la grève sur 11 millions d'habitants. Les manifestations ont été partout combatives, comme à Athènes, avec 50 000 personnes dans la rue et des slogans affirmant que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise et attaquant l'Union européenne et le FMI. Ce succès confirme celui de la grève du 10 février, où seule Adedy appelait, et constitue une réponse cinglante aux prétentions des agences financières de notation qui menacent de baisser la note du pays si le gouvernement n'arrive pas à empêcher les mobilisations. Mais c'est aussi une réponse à la fable selon laquelle la Grèce vivrait au-dessus de ses moyens. Une véritable insulte alors que la Grèce compte parmi les régions les plus pauvres d'Europe et que bien des travailleurs doivent cumuler deux emplois pour arriver à boucler leur mois.

Face aux mesures annoncées et à venir (un deuxième paquet est exigé par la bourgeoisie européenne, visant notamment le quatorzième voire le treizième mois), la fermeté sur les revendications est décisive. En ce sens, les revendications des deux syndicats enseignants du premier et deuxième degré sont un bon exemple: salaire minimum à 1 400 euros, intégration des primes au salaire, budget de l'Éducation porté à 15% du budget national et représentant au moins 5% du PIB. Elles ont défilé sous le titre « Ils déclarent la guerre? Ils vont recevoir la réponse qu'ils méritent! »

Cela dit, les obstacles à l'extension des luttes sont importants. Il y a d'abord le double discours des directions syndicales dirigées par la Pasok (PS). La GSEE dit « nous refusons de payer le prix d'une crise dont nous ne sommes pas responsables » pour ajouter aussitôt qu'il n'y a pas que les travailleurs qui doivent faire des sacrifices, admettant ainsi que les mesures anti-ouvrières sont nécessaires mais demandant à Papandreou de prendre aussi une ou deux mesurètes contre le patronat.

Second obstacle, décisif, la division du mouvement ouvrier, entretenue avant tout par le KKE (PC) qui a réussi le 24 février une « dynamique mobilisation » tout en restant à part des autres cortèges! La gauche antilibérale et anticapitaliste a donc la responsabilité historique de pousser réellement au « tous ensemble ». De ce point de vue, l'appel de la coalition Antarsya va dans le bon sens, appelant à étendre les grèves avec assemblées générales de masse et comités de grèves coordonnés.

Il y a urgence, les impasses peuvent vite venir, à l'exemple de cette campagne xénophobe menée actuellement non pas contre les pressions des capitalistes allemands, mais contre « les Allemands », avec évocation de l'occupation nazie. La coordination des travailleurs à toute l'échelle européenne devient prioritaire.

D'Athènes, Andreas Sartzekis

et aussi

CATASTROPHES CHILIENNES. Le séisme suivi d'un tsunami dans la région de Concepcion a fait plus de 700 morts. Les survivants se retrouvent sans eau ni nourriture. Les habitants affamés ont donc extrait et distribué de la nourriture des supermarchés. C'est ce que la presse appelle du « pillage ». La présidente social-démocrate sortante, Michelle Bachelet, considérant que « la population commence à perdre le sens de l'ordre public », a suspendu les libertés constitutionnelles et fait intervenir l'armée. Une armée dont la Marine a nié la possibilité de tsunamis après le séisme. Les vagues géantes ont pourtant déferlé, prenant une population au dépourvu et faisant plus de victimes que le séisme. Dans le monde, les capitalistes ne s'inquiètent que d'une chose: la production des mines de cuivre va-t-elle ralentir? Le cours de celui-ci a grimpé en flèche. Cette catastrophe sera suivie d'une autre: le 11 mars, Sebastien Pinera, milliardaire enrichi sous la dictature, sera investi président.

TEL AVIV: PROGRAMME RACISTE. La municipalité de Tel Aviv a décidé de financer, avec le soutien du gouvernement israélien, un programme destiné à empêcher les jeunes Juives issues de milieux défavorisés d'avoir des relations avec des hommes issues des « minorités ». Le terme « minorités » n'est qu'un euphémisme pour ne pas citer les Palestiniens d'Israël, qui représentent 20% de la population. Un militant du parti ultra-religieux Shas, à l'origine du « programme municipal », affirme ainsi: « Nous parlons ici des Arabes [de la ville] et des Arabes des villages qui viennent à Tel Aviv pour travailler ». L'idée de lutter contre la mixité n'est pas nouvelle en Israël. Des « task forces » et autres « groupes de vigilants » ont déjà été mis en place dans plusieurs villes, pour patrouiller les rues et intimider les couples judéo-palestiniens. Mais c'est la première fois qu'une ville comme Tel Aviv prend en charge un tel programme raciste. On se demande bien ce que la mairie de Toulouse, jumelée avec Tel Aviv, pense de cette mesure...

MAROC. RÉPRESSION CONTRE LES PHOSPHATIERS. Une féroce répression policière s'est abattue le 25 février sur les 850 ouvriers licenciés abusivement par l'Office chérifien des phosphates (OCP), groupe étatique marocain qui domine le marché mondial du phosphate. Cette répression intervient après l'interdiction de précédentes tentatives de manifestations pacifiques des ouvriers. Des dizaines de personnes ont été hospitalisées, dont certaines dans un état grave. Au moment où l'OCP réalise un chiffre d'affaires historique et paie grassement ses actionnaires, il a licencié, en juillet 2009, à Khouribga, les ouvriers intérimaires qui ont voulu constituer un bureau syndical pour défendre leurs droits. 850 familles sont ainsi privées de toute ressource, en toute impunité et avec le soutien du pouvoir marocain. Le NPA exige la réintégration immédiate des licenciés, l'arrêt des poursuites judiciaires et la titularisation de tous les salariés.



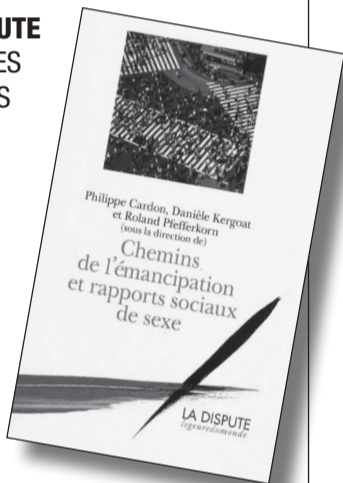
siteinfosecusante.free.fr

Cette semaine encore, nous allons vous présenter un site internet incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à la santé et au social. Ce site, animé par la commission nationale santé sécu social du NPA, produit régulièrement des articles riches et construits gravitant autour des questions de santé. Apportant une information diverse, fiable et régulièrement mise à jour, ce site est ouvert autant aux professionnels qu'aux militants et à tous ceux qui s'intéressent à la santé, à la protection et à l'action sociales. Mais puisque ces sites ne vivent que grâce à ceux et celles qui s'investissent, nous vous invitons à venir l'enrichir et l'améliorer. Brèves, agenda, sites amis, cette commission fait rebondir l'actualité de page en page afin de transformer ce site en véritable outil de lutte. Nous comptons sur vous pour le visiter!

CHEMINS DE L'ÉMANCIPATION ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

PHILIPPE CARDON, DANIELÉ KERGOAT, ROLAND PFEFFERKORN

LA DISPUTE
250 PAGES
23 EUROS



CET OUVRAGE

rassemble un ensemble d'enquêtes sociologiques menées sur différents terrains, avec un intérêt privilégié pour le monde du travail. Les réunit une ambition de contester l'équivalence habituellement tracée entre émancipation et individualisation, en démontrant que leurs rapports sont beaucoup plus complexes et ambivalents. L'individualisation peut s'avérer source d'aliénation et d'exploitation (comme lorsqu'elle est promue par des formes de management privilégiant la parcellisation des tâches) tandis que la lutte collective reste un des principaux moyen de contestation des rapports de domination. À une « face positive » de l'individualisation, entendue comme l'extension des droits et capacités d'expression des individus devant des formes contraintes d'appartenance ou d'assignation collectives, s'oppose une « face sombre » faite de concurrence exacerbée et de culpabilisation personnelle en cas d'échec. Les auteurs tiennent à rappeler, contre l'individu abstrait (mais implicitement masculin) de la philosophie libérale, que des supports collectifs, et spécialement un ensemble de protections et droits garantis, sont indispensables pour accéder à une individualité émancipée. Croisant analyse sociologique, apports marxistes et critique féministe, l'ouvrage offre un éclairage contrasté sur un ensemble de mobilisations (spécialement dans les secteurs les plus précaires et/ou les plus féminisés) sans ignorer les obstacles qu'elles rencontrent mais sans jamais inviter à la résignation. La conclusion implicite des auteurs est de toute évidence que la lutte collective reste le plus sûr chemin vers l'émancipation.

Lilian Mathieu

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com



CINÉMA
SHUTTER ISLAND/
Martin Scorsese

Il y a quelques années, Dennis Lehane avait publié un bouquin génial, *Mystic River*, dont Clint Eastwood avait tiré un film tout aussi génial. *Shutter Island* est également un bouquin génial de Lehane (éditions Rivages) mais le film de Scorsese est seulement excellent. Ce cauchemar éveillé dans un asile d'aliénés criminels en 1954 implique le spectateur dans un mécanisme normal d'identification au détective (au départ, ce sont les codes d'un polar classique, problème de local clos, île isolée, etc.) pour déboucher, à la fin d'un périple halluciné, sur un dénouement noirâtre. Leonardo Di Caprio, un peu euphémé, évoque le Orson Welles perdu de *La Dame de Shanghai*.
Paul Louis Thirard



LIVRES
LA BORNE SOS 77/Arno Bertina, Ludovic Michaux

LE BEC EN L'AIR/ 14,50 EUROS
La collection Collateral des éditions Le Bec en l'air édite des livres qui allient roman et photographie. Le principe est de mettre en relation un écrivain et un photographe : le premier écrit à partir des photos du second. Avec *La Borne SOS 77*, Arno Bertina part du travail de Ludovic Michaux. Ce dernier a photographié les dispositifs urbains visant à empêcher les SDF de se coucher devant les magasins, dans le métro, sur les trottoirs. Il a aussi immortalisé les œuvres éphémères d'un homme installé au bord du périphérique parisien, qui a mis en place d'étranges installations à partir d'objets récupérés dans les poubelles. Autour de ces photos, l'écrivain imagine un récit à deux voix, celle d'un agent de surveillance du périphérique et celle d'un sans-abri. Un ouvrage hybride et réussi.
Sylvain Pattieu



MUSIQUES
ADAGH/Tamikrest/
GLITTERHOUSE

La musique Touareg n'en finit plus de faire entendre la plainte d'un peuple qui refuse de se taire face au silence diplomatique qui enterre son existence. Après le succès de *Tinarwen*, dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes, c'est au tour de *Tamikrest*, originaire du Mali, de monter au front la guitare à la main et le chant en bandoulière. On y retrouve tous les arguments de poids de ce blues du Sahara, dont la rudesse profonde et l'émotion brute rappellent les premiers cris du nouveau-né rock'n'roll sur les bords du Mississippi. Rien d'exotique ni de « bobo world », juste une parcelle de ce monde qui ne veut pas disparaître et s'en donne tous les moyens. « *By any means necessary* » comme le disait Malcom X, qui paraphrasait Sartre...
King Martov



EXPOS
TRACES SOCIALES/
Fnac Montparnasse

Du 8 au 18 mars, une exposition propose, à travers une série de photographies engagées, un voyage dans les luttes sociales de ces dernières années et les traces qu'elles laissent derrière elles. À mi-chemin entre photographie documentaire et mise en scène, ce sont ici les détails insignifiants, composant une mémoire, qui sont mis en lumière. À contre-courant d'un photojournalisme en quête de sensations fortes, il s'agit d'une série de photographies de ces lieux, de ces militants et militantes pour montrer ce qui a changé chez eux, en eux, autour d'eux... Manifestants endormis, affiches déchirées, tracts jetés au sol... Quelques traces parmi d'autres. Tous les lecteurs et les lectrices de *Tout est à nous!* sont bien sûr invités au vernissage le 8 mars de 18 à 20 heures au niveau -1 de la Fnac Montparnasse, 136 rue de Rennes.
Quentin Glorieux

EXPO DÉFIS ET LUMIÈRES DE TURNER

À Paris, le Grand Palais présente jusqu'au 24 mai « Turner et ses peintres », splendide exposition qui dévoile certains ressorts de la révolution picturale lancée par le grand paysagiste anglais, artiste surdoué tout autant qu'homme de progrès.

venue de Londres où est conservée la majeure partie de l'œuvre de Turner (1775-1851), cette exposition est l'une des meilleures leçons d'histoire de l'art offertes récemment au public français. Par quelles voies, grâce à quelles ressources personnelles ou extérieures un fils de modeste barbier-perruquier londonien est-il devenu, en quatre décennies, l'un des plus grands peintres de son pays et le plus novateur de son temps? L'appui indéfectible de son père, qui afficha ses premiers dessins dans sa vitrine, maintes escapades dans les environs de Londres ou sur la Tamise avec son ami Girtin, artiste surdoué comme lui, l'enseignement reçu à la Royal Academy où il fut ensuite professeur de perspective, et par-dessus tout l'étude ininterrompue des Maîtres anciens ou des paysages qu'il parcourait d'un pas infatigable. Son ambition de surpasser ses prédécesseurs tout en devant ses contemporains, son souci de montrer et même de transmettre les progrès ainsi accomplis, la scénographie du Grand Palais les rend parfaitement sensibles, à travers des œuvres superbes, rarement vues de ce côté-ci de la Manche. C'est à bon droit que Turner se considérait comme un artiste héroïque, observateur d'un temps qui ne l'était pas moins. Il a jubilé de rivaliser avec Poussin, Claude Lorrain et d'autres géants de la peinture classique qu'il admirait, et il les a pastichés de manière souveraine, aménageant même près de chez lui une galerie ouverte au public pour montrer ses triomphes. En compétition permanente, amicale ou non, avec ses contemporains,

il excellait à les surprendre ou à les dépasser in extremis. L'anecdote est très connue mais typique de l'artiste, et les pièces en ont été réunies pour l'exposition : affronté en 1832 à Constable qui exposait une toile vivement colorée, Turner retoucha au dernier moment la marine aux tons plus froids qu'il présentait, irradiant son centre d'une simple bouée rouge. Constable parla de « coup de canon » en observant comme cette tache de minium éteignait son propre tableau. Turner ne s'est pas mesuré seulement avec « ses peintres », il a recherché l'héroïsme bien ailleurs, par exemple dans ses fragments poétiques ou dans ce *Snow Storm, Steam Boat* de 1842 qu'il avait

conçu, disait-il, après s'être fait attacher au mât d'un navire pris dans la tourmente. Romantique en même temps qu'homme des Lumières, il suivait avec passion les progrès scientifiques et techniques de son temps, et s'il a peint locomotives et bateaux à vapeur, ce n'était pas par nostalgie passéiste, comme l'a prétendu Ruskin. Cachant prudemment ses opinions et sa vie privée, il a laissé voir plusieurs fois ses sympathies radicales, à propos de démocratie ou d'esclavage. Ainsi que le suggèrent déjà cette exposition et son savant catalogue, tel était le sens de sa vie d'artiste, constamment en quête de nouveaux progrès.

Gilles Bounoure



William Turner, La plage de Calais à marée basse (1830) © Bury Art Gallery



ENSEIGNEMENT ARGENT PUBLIC, SERVICE PUBLIC... OUI MAIS

Dans son programme, le NPA revendique les subventions publiques aux services publics. Qu'en est-il pour les établissements scolaires privés sous contrat d'association avec l'État?

Dans la brochure du NPA pour les élections régionales 2010, il est affirmé que «se guidant selon le principe simple: l'argent public, qui est fondamentalement celui des impôts des salariés, doit aller exclusivement au service public».

Ce principe simple est une affirmation peu réaliste concernant les établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'État. Il ne pourra être vraiment appliqué que le jour où la nationalisation des établissements privés et la fonctionnarisation de leurs personnels auront été mises en place.

Les établissements privés sous contrat d'association avec l'État assurent une mission de service public. Dans ce cadre, les 145 000 enseignants de ces établissements sont des agents de droit public et donc sont rémunérés par l'État.

Ces enseignants exercent leur fonction sous le contrôle des rectorats et des inspecteurs de l'Éducation nationale. Ils dispensent leur enseignement en suivant les mêmes programmes que leurs collègues du public, et en s'adressant à 2 millions d'élèves bien réels qu'il serait bien difficile aujourd'hui d'accueillir dans les écoles, collèges et lycées publics sans alourdir les classes existantes déjà chargées.

Aussi, une première revendication audible est que les sommes versées aux établissements privés sous contrat ne soient pas utilisées à l'entretien du patrimoine privé (ou à son extension) qui doit être à la charge des propriétaires des établissements (confessionnels ou laïcs).

Par contre, les personnels et les élèves de ces établissements privés ont le droit aux normes de sécurité et donc aux investissements qui relèvent vraiment de l'application de ces normes. Et les enseignants doivent pouvoir enseigner et les élèves re-



cevoir cet enseignement dans les mêmes conditions financières (dotation globale de fonctionnement) que dans l'enseignement public.

Les propositions qui doivent être faites:

- la création d'une «commission d'enquête», dans le cadre des Caen (Commission académique de l'Éducation nationale) existantes, où des représentants des syndicats des enseignants du public et du privé siègent, pour que soient mises à plat les inégalités entre établissements publics et privés, qu'il s'agisse des investissements ou des dotations régionales d'équipement;
- l'obligation pour les conseils généraux de rendre publiques les subventions accordées aux établissements privés, avec communication des dossiers aux Caen;
- la non-attribution de fonds publics à des établissements privés qui ouvrent des sections ou des classes qui entrent directement en concurrence, dans un même bassin d'éducation, avec les établissements publics;

- le refus de fermer des classes du public si dans une même zone géographique des classes similaires sont ouvertes dans le privé.

En tout état de cause, les agents de droit public qui enseignent dans les établissements privés sous contrat n'ont pas à être considérés comme responsables de la situation actuelle (ils ne sont pas responsables des échecs des projets de loi sur l'école de 1981-1984, ni des accords passés avec l'enseignement catholique par le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Jack Lang).

Il est important, enfin, de rappeler que dans ces établissements travaillent aussi de nombreux salariés de droit privé (administratifs, personnels d'entretien et de service, surveillants, etc.) dont on doit préserver l'emploi.

Monique Couteaux et Pierre Sandrini

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org / NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

ARMÉE. P. H. (VAR): Dans *Tout est à nous!* n°44, l'article d'Alain Pajolat sur l'armée a le mérite de rappeler ce qu'est l'armée, sa fonction de rempart du capitalisme et les crimes commis par cette armée. Mais, à mon avis, cet article aurait dû se terminer en ébauchant quelques orientations d'action. [...] Si l'armée a presque toujours basculé du côté de la défense du pouvoir de la bourgeoisie, il est des moments où une armée bourgeoise a pu se fracturer (Algérie), ou basculer dans le camp du peuple (Vénézuëla, Portugal). [...] Si les temps ont changé, l'intervention en direction de l'armée reste nécessaire pour arriver, en période d'affrontement, à casser l'obéissance des militaires de base par rapports aux officiers. Il faut donc travailler à préparer cette rupture base/sommet en proposant des espaces d'autonomie pour la base: la revendication d'un syndicat des militaires (séparés des officiers) pourrait être une perspective à discuter.

VOILE. D. B. (WEB): Militante du NPA, c'est avec consternation que j'ai lu l'article de Fred Borras, illustré par une photo du pape et de Sarkozy. Cette photo n'a rien à voir avec le débat. Cette semaine, encore une couche «Presse: un voile médiatique». Je lis vos articles, ceux parus dans *Tout est à nous!* et ceux qui sont publiés dans la presse sous des signatures individuelles. C'est une méthode fort déloyale pour lancer un débat, puisque les camarades qui ne sont pas favorables à la candidature doivent attendre le congrès. Je ne peux pas attendre le congrès pour crier ma solidarité avec les camarades musulmans (c'est-à-dire, celles qui croient) et qui se battent, dans leur famille, dans leur cité, pour ne pas porter le voile. Je déclare ma solidarité avec toutes celles qui se battent et elles mènent un combat difficile, parfois même dangereux pour se promener sans ce symbole religieux sur la tête. Solidarité et Respect pour Elles.

hommage

Marcelle D'Agostino ne nous réunira plus dans son salon encombré de la cité Pierre-et-Marie-Curie d'Ivry-sur-Seine, où un perroquet en colère râlait au milieu des souvenirs de voyages. Le coucou ne marquera plus les heures passées à discuter, et donc ne déclenchera plus de fous rires. Comme toujours, Marcelle s'est battue jusqu'au bout contre la maladie. En décembre, elle avait voulu se mettre à jour de cotisations alors qu'elle ne pouvait plus qu'à peine descendre dans la cité. Mine de rien, Marcelle était devenue pour nous une référence militante. Elle avait été une des premières à adhérer quand la LCR était réapparue à Ivry. Elle y avait apporté sa connaissance des forces politiques de la ville, qui lui venait de loin: internationaliste, elle avait apporté son aide au MIR chilien dans la clandestinité qui avait suivi le

coup d'État de 1973; syndicaliste de longue date aux impôts, elle avait supporté bien des brimades de ses hiérarchies; féministe depuis toujours, elle avait animé le groupe femmes d'Ivry. Toujours préoccupée de la cohésion de sa bande de copains et maniant une ironie décapante, Marcelle avait suivi avec passion et inquiétude la dissolution de la LCR et la fondation du NPA. C'était le genre de personne qui écoutait les exposés les plus tordus en poussant des «Ah oui?» répétés et sceptiques avant de poser des questions incisives. Elle aurait bientôt eu 60 ans et aurait pu se reposer d'une vie qui ne lui avait pas réservé que des chances. Elle nous manquera et nous pensons très fort à Éloïse, sa fille, à Micheline, sa sœur, et à tous ceux qui l'on aimée. Comité d'Ivry: ivry@npa94.org



(DR)

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an **28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an **50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an **20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an **38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an **22 euros 44 euros**

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an **45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an **65 euros 130 euros**



RACISME DÉTRUISONS LE MINISTÈRE BESSON!

Samedi 27 février, dans le cadre de la semaine anticoloniale, 84 organisations appelaient à une manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Ce mot d'ordre fédérateur vise la politique à laquelle nous nous confrontons : la chasse aux sans-papiers, les contrôles au faciès, l'offensive raciste du gouvernement pour désigner des boucs émissaires et construire un consensus national autour de la politique impérialiste et colonialiste de la France. Plusieurs rassemblements ont été organisés en France. 2 000 à 3 000 personnes ont manifesté à Paris. On ne peut que se féliciter de la présence significative des sans-papiers, luttant sur différents fronts avec les cortèges des milliers de sans-papiers en grève depuis quatre

mois, celui de la campagne de Droits Devant! contre le racket des cotisations sociales et des collectifs de sans-papiers réunis au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers. Malheureusement, cette initiative a été également marquée par la faiblesse numérique de la gauche associative, syndicale et politique, révélant l'ampleur du travail qu'il faut poursuivre pour favoriser la prise de conscience et la construction d'un mouvement de masse sur ces questions. L'impérialisme et le racisme ont toujours été un gros vecteur de désaccords au sein de la gauche française. La décision de la mairie de Paris de revenir, 48 heures avant l'événement, sur son engagement de mettre à disposition le Palais Brongniart, est de ce point de vue aussi choquante que révélatrice.



Paris, 27 février, manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

LE CHIFFRE

200

C'est le nombre de médicaments dont le taux de remboursement va passer de 35% à 15% à partir d'avril. Le gouvernement considère leur « rendu médical » insuffisant ou de « confort ». Parmi eux, le Myolastan (contractions musculaires), le Valium et l'Equanil (tranquillisants). Si ces médicaments sont inutiles, pourquoi continuer à les vendre, même à 15%, si ce n'est pour faire plaisir aux groupes pharmaceutiques? Derrière ces déremboursements, il y a surtout la volonté de faire payer les malades ou les assurances complémentaires, ce qui accentuera l'inégalité d'accès aux soins.

MARCHE POUR LA DIGNITÉ. Samedi 27 février, une « Marche pour la dignité » a été organisée en direction de Donzère, la commune de Besson. L'initiative a été lancée durant l'automne par un regroupement d'associations de soutien aux sans-papiers (Asti, RESF et LDH). Outre la dénonciation de la politique menée par Besson envers les sans-papiers, la marche avait pour objectif de répondre à la « Marche pour l'identité » organisée par le Bloc identitaire et la Ligue du Sud, le 30 janvier dernier. Celle-ci avait pour but de dénoncer le manque de fermeté du ministre envers les étrangers lors des débats sur l'identité nationale et avait rassemblé selon les organisateurs quelque 200 personnes venues des villes du sud. Notre marche a rassemblé entre 600 et 700 personnes, soit trois fois plus que l'extrême droite, alors que la mobilisation était exclusivement locale. Ce fut une belle démonstration de la capacité de mobilisation qui existe jusque dans nos campagnes.



-FAVOUR-

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

ESPAGNE. MOBILISATION POUR LES RETRAITES.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté en Espagne, mardi 23 février au soir, contre le projet de réforme des retraites du gouvernement socialiste de Luiz Rodriguez Zapatero. À Madrid, ils étaient 60 000. Les manifestations étaient appelées par les deux grandes centrales syndicales, l'Union générale de travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) qui, enfin, mobilisaient de façon centrale et unitaire pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir en 2004 du gouvernement socialiste. Le gouvernement veut repousser l'âge légal de la retraite de 65 ans à 67 ans et réduire le montant des pensions. Ces mesures sont rejetées par 84% des Espagnols selon un sondage. Selon le même sondage, plus de 50% des Espagnols sont favorables à une grève générale. Il faudra pour cela

bousculer les directions syndicales majoritaires qui ont jusqu'à présent eu une attitude totalement conciliatrice avec le gouvernement. Comme le dit le dirigeant de l'UGT, Candido Mendez, « nous ne sommes pas de ceux qui rompent la paix sociale, ni qui souhaitent le faire dans l'avenir ». L'Espagne, comme la Grèce, est dans le collimateur des institutions financières. Elle pâtit de l'accumulation d'une énorme dette privée réalisée par les banques espagnoles pour financer la spéculation immobilière. Le gouvernement qui prépare des mesures d'austérité drastiques présente la note de la crise aux travailleurs. Avec 18,8%, l'Espagne a le plus fort taux de chômage des pays européens. 44% des jeunes sont au chômage, ce qui explique le rejet massif de l'allongement de l'âge de départ à la retraite. Pour attaquer les retraites, Zapatero a reçu les encouragements de la Commission européenne pour qui les systèmes de retraite doivent être détruits dans toute l'Europe.

L'AVENIR DU FN DIVISE E&R.

Depuis plusieurs semaines, ça bastonne au sommet d'Égalité et Réconciliation. Conformément à la volonté de son président (« l'antisioniste » Alain Soral), l'association ne se transformera finalement pas en parti politique, les 27 et 28 mars prochains. Opposant à la stratégie soralienne, le « nationaliste et socialiste » Marc George, secrétaire général en titre, et partisan de la transformation de l'association en parti « ne pense pas que la vocation d'E&R soit de redevenir un fan club gentiment subversif. » Il informe les membres d'E&R, le 28 février, qu'il quitte ses responsabilités et redevient simple adhérent, se refusant à « recycler le gaullisme en prévision d'allégeances politiques futures et non dites ». S'affirmant plus proche de Bruno Gollnisch que de Marine Le Pen, Marc George laisse entendre que Soral se refuse à tourner le dos à la future présidente du FN.

RAFLE ANTI-KURDES.

Vendredi 26 février, quinze militants kurdes ont été arrêtés dans le sud de la France. Cette opération menée avec les autorités italiennes est un nouveau coup porté à la cause kurde. Alors que la question des droits de l'homme reste hypocritement un argument contre l'intégration de la Turquie dans l'Europe, les gouvernements européens continuent d'appuyer la politique répressive de l'État turc au Kurdistan. On peut se demander si le zèle de la police française a un lien avec certaines discussions commerciales en cours entre la France et la Turquie. À moins qu'il s'agisse d'une poussée sécuritaire en période électorale ou encore de la volonté de ternir l'image de ces Kurdes syriens malmenés par la police française qui ont ému les citoyens attachés à la tradition d'asile de la France. Le règlement de la question kurde ne pourra être que le résultat d'une volonté politique respectueuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de manière démocratique et en accord avec les droits de l'homme.

“ NO COMMENT ”

Le grand danger devant nous, c'est la crise sociale et politique.
PATRICK PELATA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RENAULT. LIBÉRATION DU 1^{ER} MARS.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr